

514. Leblanc

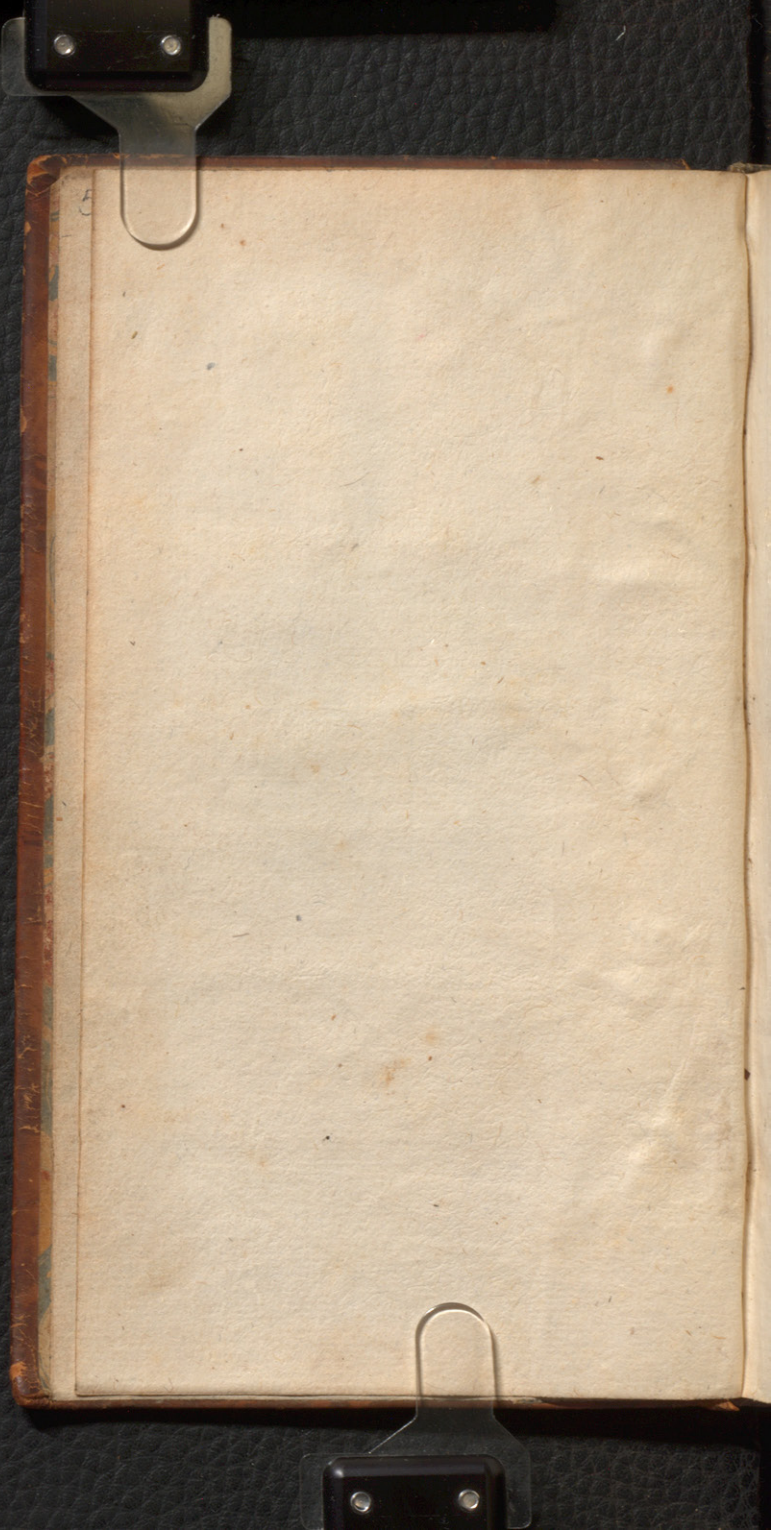
F. 3.



Sir. Henry Fitz Herbert, Bart.

SABIN 59090

By Abel Jean-Bernard Leblanc



L E

PATRIOTE
ANGLOIS.

12
REVOLUTION
ANNALS

LE
PATRIOTE
ANGLOIS,
OU REFLEXIONS

SUR les Hostilités que la FRANCE
reproche à L'ANGLETERRE,

ET sur la Réponse de nos Ministres
au dernier Mémoire de Sa M. T. C.

----- *Pudet hæc opprobria nobis*
Et dici potuisse, & non potuisse refelli.

Ouvrage traduit de l'Anglois
De JOHN TELL TRUTH,
Par un Avocat au Parlement de Paris.



A G E N E V E.

M. DCC. LVI.

LE
PATRIOTE
ANGLAIS,
OU REFLEXIONS

Sur les Hostilités que la France
éprouve de l'Angleterre.

Et sur la Réponse de nos Ministres
au dernier Mémoire de Sa M. T. C.

Paris chez la Citoyenne Lesclapart
Et chez Potier, à son passage réglé.

Ouvrage traduit de l'Anglais
De JOHN TRILL TRUTH,
Par un Avocat au Parlement de Paris.



A GENÈVE.

M. DCC. LVI.

i

P R E F A C E
D U T R A D U C T E U R .

L'OUVRAGE que nous donnons aujourd'hui au Public, nous semble fait pour l'intéresser ; la Nation y verra sans doute avec plaisir qu'en Angleterre, non-seulement les esprits raisonnables, & par conséquent modérés, mais ceux même qui sont le plus éclairés & qui connoissent le mieux les intérêts de leur Patrie, pensent autrement que le Ministère, & plaident notre cause en défendant la leur.

C'est ce qu'avoit déjà fait l'Auteur de la Vérité Révélée, Ouvrage que l'on attribue à l'un des hommes les plus éloquents de la Chambre des Pairs. Quoiqu'il n'ait pas ignoré qu'il est aussi dangereux d'écrire contre les Préjugés populaires, que contre les Tyrans, il a eu le courage d'en courir les risques pour le bien de sa Patrie : loin de flatter, il n'a pas craint de condamner hautement la manie d'un

ij P R É F A C E

Peuple qu'aveuglent ses préventions & sa haine pour les François ; (*) il devoit lui-même l'iniquité des Ecrivains mercenaires qui les entretiennent ; il démontre l'imbécillité de ces Fanatiques qui prennent pour la voix du Peuple, les cris d'une populace insensée, qu'ils ont eux-mêmes excités ; il nous apprend les véritables causes des rugissements du Lion Anglois, dont l'Europe peut s'étonner, mais qui, selon lui, ne doivent en effet alarmer que l'Angleterre. Ce n'est pas contre les ennemis du dehors, c'est contre ceux du dedans qu'il rugit ; gardien des privilèges de la Nation, il rugit de sentir son courage inutile dans les fers où l'ont réduit les ruses d'une politique étrangère ; il rugit de ce que le corps législatif, qui pourroit seul l'en délivrer, ne fait chaque jour qu'en augmenter le poids ; il rugit enfin d'avoir à craindre le sort du Lion Belgique, tellement accablé aujourd'hui sous les mêmes chaînes, qu'il lui est impossible de les rompre.

Le Patriote Anglois arrive au même

(*) Est jam una vox omnium, sed magis odio firmata quam præsidio.

DU TRADUCTEUR. ij

but par des voies différentes. Comme il n'écrit que pour les gens raisonnables, il n'emploie aussi d'autres armes que celles de la raison pour prouver à sa Nation l'imprudence d'une guerre dont elle a tout à craindre, & qu'on ne peut imputer qu'à la politique de la Cour qui la souhaite, & à la folie du peuple qui la demande.

L'Observateur Hollandois nous a donné, il y a quelque temps, un autre Ouvrage qui porte le même titre que celui-ci. Le Membre de la Chambre des Communes qui en est l'Auteur, y prouve invinciblement que soit dans la paix, soit dans la guerre, les Ministres d'Angleterre depuis quinze ans se sont plus occupés des intérêts de l'Électeur d'Hanovre que de ceux de la Grande-Bretagne, & que dans ce moment-ci même, ils sont prêts à sacrifier les richesses de l'Angleterre à l'agrandissement de cet Électorat.

Le Traducteur de l'Ouvrage suivant, se flatte que le Lecteur ne lui sçaura pas mauvais gré d'avoir employé le mot de Patriote, que porte l'Original Anglois; il a pour garants plusieurs de nos bons

Ecrivains modernes, qui n'ont fait aucune difficulté de s'en servir. Si nos peres l'avoient laissé vieillir, il ne peut qu'être glorieux pour nous de le faire revivre, & il faut espérer que la Génération qui le tiendra de nous, ne le recevra pas comme un mot vuide de sens. Puisse nous en même temps lui laisser des exemples de la vertu qu'il suppose, & dans la circonstance présente prouver à nos voisins que les François de ce siècle ne sont pas en effet moins bons Patriotes que les Anglois! Tel est le fruit que nous devons retirer de cette philosophie qui fait chaque jour de nouveaux progrès. Loin de nous celle qui n'auroit pas pour but de nous rendre meilleurs Citoyens. J'ose dire que ce n'est pas la véritable: la vraie sagesse, ainsi que le vrai bonheur, consiste dans l'attachement à ses devoirs de toute espece, dont le premier est l'amour & par conséquent la défense de la Patrie. Certainement le Patriotisme, ou ce qui est la même chose, l'amour de notre Pays est la vertu la plus éminente qui puisse orner le caractère de quelque homme que ce soit: c'est, à proprement

DU TRADUCTEUR. ▼

parler, la Vertu Cardinale sur laquelle la société civile est fondée. Un bon Patriote est nécessairement un bon sujet. Les loix de son Pays sont la regle de ses actions. Il préfere le bien public au sien propre.

Il n'est pas douteux que tous les ordres de l'Etat, un seul excepté, ne doivent desirer la paix, & du moins autant qu'aucun autre, ce petit nombre de gens tranquilles qui cultivent les lettres; mais peut-on écouter son intérêt particulier quand celui de la Patrie y est opposé? Ce n'est pas dans le cœur d'un François qu'il se trouvera assez de bassesse pour souhaiter que l'on achete la paix aux dépens de l'honneur de son pays. Non, SIRE, disoit au Roi en 1745 un des Peres conscripts de notre République Littéraire, » ne la donnez » jamais à l'Europe cette paix tant » désirée, que vos ennemis ne » soient hors d'état de la troubler. » Qu'ils tombent ces audacieux, » & que leur désolation apprenne à » la terre effrayée, combien les » forces d'un Roi de France sont » redoutables, sur-tout quand la

vj P R É F A C E

» sagesse & la valeur du Monarque
» sont encore au dessus de sa
» puissance ! » (*)

J'ai cru qu'il m'étoit permis dans
cette occasion - ci de rappeler des
sentiments si dignes d'un Patriote
François. Les Anglois qui en temps de
paix , comme en temps de guerre , sont
nos ennemis déclarés , ont violé ledroit
des gens. Ils ont entrepris de nous
chasser de nos Colonies , ils ont insulté
le pavillon de France , & se sont emparés
de quelques - uns de nos Vaisseaux ;
après de pareils attentats , le Roi par
amour pour ses peuples & par égard
pour la tranquillité de l'Europe , a
montré une modération digne de sa
sagesse ; il a commencé par employer
les moyens qui ont été pratiqués chez
tous les Peuples , & dans tous les siècles ,
lorsqu'une Nation a été insultée par
une autre. Les pirateries des sujets du
Roi d'Angleterre deviennent par la
réponse de Sa Majesté Britannique , des
actes de son autorité , & toute insulte

(*) M. DE CREBILLON, Compliment
au Roi sur le glorieux succès de sa Campagne
de 1745.

DU TRADUCTEUR. vij

faite à une Nation , par l'autorité publique , est une déclaration de guerre. Le Souverain qui en pareil cas refuse de punir ceux qui en sont coupables , prend sur lui l'injure. Entre les Puissances , comme entre les particuliers , un affront public demande une vengeance aussi éclatante que l'injure. Lorsqu'une Nation n'a été attaquée que dans ses possessions ou dans celles de ses sujets , elle peut , pour se faire justice , se borner à user de représailles ; mais lorsqu'elle est insultée , une déclaration de guerre immédiate doit être son unique réponse. Les Anglois ont trop-tôt oublié que LOUIS LE BIEN-AIMÉ est le Vainqueur de Fontenoy : le même amour pour ses sujets qui lui a fait présenter encore à ses ennemis l'olive de la paix , le force après leur refus à donner le signal de la guerre.

Lorsqu'une Puissance a été insultée par une autre , & que par les voies que dicte un esprit de justice & de modération , elle n'a pu obtenir la réparation de l'offence , il n'est pas douteux qu'il ne soit très-convenable & même nécessaire pour ceux qui sont à la tête du

Gouvernement de la Nation insultée ; de publier & d'exposer de la maniere la plus forte , les injures reçues , pour exciter le ressentiment du Peuple & l'animer contre celui qui est l'agresseur. Cependant , tandis que le Ministère Anglois employoit tant de plumes vénales à composer à Londres , & à traduire en Hollande , ces misérables écrits dictés par la passion & la mauvaise foi , & où les injures tiennent lieu de raison , l'excellent Mémoire des Commissaires du Roi , auquel les Anglois n'ont jamais pu répondre , restoit encore en magasin à l'Imprimerie du Louvre : il n'est devenu public qu'au moment où le Conseil de Londres a pris le parti d'une rupture ouverte. De combien à tous égards , la conduite de l'Angleterre s'est-elle éloignée des principes de justice & des voies pacifiques de la France : le but des Anglois dans la querelle qu'ils nous ont intentée , n'est que trop aisé à appercevoir , ils veulent absolument ruiner nos Colonies.

S'ils ont eu raison de reprocher à l'ambition des deux puissantes Maisons de Bourbon & d'Autriche les guerres

DU TRADUCTEUR. ix

sanglantes qui depuis deux siècles ont si cruellement affligé l'Europe, ils ne peuvent pas imputer à la même cause celle dont nous sommes menacés. Ils n'ont cherché à l'allumer que parce qu'ils esperent de la rendre générale. La Monarchie de l'Europe ne peut plus être aujourd'hui qu'un système idéal : les Anglois qui se disent les gardiens de ses libertés, sçavent bien qu'elles ne sont point en danger. Il est aisé de pénétrer quel est leur objet dans les efforts qu'ils font pour s'emparer de la balance du Commerce, c'est de rendre celui de toutes les autres Nations, précaire, & particulièrement le Commerce des François qui a toujours excité leur jalousie. La balance du pouvoir suit celle du Commerce, & s'ils pouvoient faire pencher davantage celle-ci de leur côté, ceux qui se disent les arbitres de l'Europe, en deviendroient bientôt les maîtres. La Hollande n'est plus pour l'Angleterre une rivale à craindre, le renversement total du Gouvernement de cette République l'a réduite à une entière dépendance de l'Angleterre. C'est le fruit que les Hollandois ont retiré de la

x P R É F A C E

derniere guerre. Aujourd'hui l'objet des Anglois est de se rendre les maîtres de l'Amérique Septentrionale ; ainsi il n'est pas seulement question de repousser leurs insultes, il s'agit d'arrêter leurs entreprises tandis qu'il est encore temps.

Le Roi par sa modération n'a que trop prouvé qu'il n'a d'autre intérêt à cœur que celui de son Peuple. Toute l'Europe est témoin que même après les insultes faites à son Pavillon & les pirateries exercées sur ses sujets, Sa Majesté n'a rien négligé pour obtenir par la voie des Négociations ce qu'elle est prête à s'assurer par la force de ses armes. Un ennemi fier interprete tout à son avantage. Les Anglois qui après avoir violé les loix de la justice, n'étoient pas faits pour observer celles de la décence, ont osé se permettre jusqu'aux satyres les plus misérables contre des dispositions si pacifiques. Ils ne les ont regardées que comme l'effet de la terreur qu'ils pensent nous avoir inspirée. Ils ont cru que les intentions où étoit le Roi d'éviter, s'il eût été possible, une guerre destructive venoient de l'impuissance de punir leurs brigandages ;

DU TRADUCTEUR. xj

ils les ont redoublés, ils ont comblé la
la mesure. Mais grace au Ciel, il y a
encore assez de force & de courage dans
la Nation pour convaincre ces fiers
insulaires de l'erreur fatale où ils sont.
Notre patience lassée est devenue fureur.
Les François ne respirent plus que la
vengeance. Nos ennemis éprouveront à
leurs dépens combien sont foibles leurs
richesses & leur puissance contre les
efforts d'un peuple brave, attaché à son
Roi, l'un des Princes les plus justes
& les plus grands qui aient jamais
regné, à un Roi qui ne connoît d'autres
intérêts que les leurs & qui n'aspire à
d'autre gloire qu'à celle de les rendre
heureux.

Il est difficile que notre Commerce
ne souffre pas dans les commencements
de cette guerre, & nous le prévoyons
sans en murmurer, convaincus comme
nous le sommes, qu'elle ne peut manquer
de finir glorieusement & avantageusement
pour nous. L'Angleterre se repentira un
jour d'avoir excité le ressentiment d'une
Nation aussi industrieuse que courageuse,
& qui, quand elle le voudra, sera,
malgré les efforts de ses voisins, comme

xij PRÉFACE DU TRADUCT:

elle a déjà été, aussi puissante sur mer
que sur terre.


Les plus grands Princes & les Nations
les plus sages ont toujours regardé
comme un des principaux objets du
Gouvernement, le soin de protéger le
Commerce & la Navigation. Les
Romains eux-mêmes, que l'on ne peut pas
dire avoir été une Nation commerçante,
ont eu beaucoup d'égard pour l'un &
pour l'autre. La preuve en est dans les
reproches que Cicéron fait à ceux de son
temps, au sujet de quelque négligence
dont ils s'étoient rendus coupables.
L'avis qu'il leur donne est pour nous
une leçon sur ce qu'il nous reste à faire
pour vanger l'honneur de la Nation.
« Majores vestri sæpè, Mercatoribus
» ac Navicatoribus injuriosius
» tractatis, bellum gesserunt. . . .
» Quare videte num dubitandum
» vobis sit omni studio ad id
» bellum incumbere, in quo gloria
» nominis vestri, salus sociorum,
» vestigalia maxima, fortunæ
» plurimorum civium cum Republicâ
» defenduntur. »

Fin de la Préface.



LE

P A T R I O T E
A N G L O I S .

 ES contestations de l'An-
gleterre avec la France
ont occasioné parmi nous
beaucoup d'Ecrits pour & contre.
Des Membres du Parlement, aussi
éloquents qu'instruits, n'ont rien
négligé pour éclairer le Peuple sur
ses vrais intérêts, leurs peines ont
été inutiles. Ne pouvant me flatter
d'être plus heureux, j'ai balancé
long-temps à prendre la plume : rien
ne répugne tant à un esprit raisonnable
qu'un travail dont il n'espere aucun

A

fruit. Mais un Patriote n'est pas dispensé de soutenir la cause commune par le peu de succès de ceux qui l'ont défendue avant lui. Le péril est instant; la Nation court à sa ruine. *Vincit amor Patriæ.* Essayons, s'il en est temps encore, de la rappeler de son égarement.

Comme l'honneur de mon Pays & l'amour de la vérité me touchent également, je n'entrerai pas dans le détail historique des injustices & des violences dont les François accusent un Peuple qui jusqu'ici s'est piqué de droiture & d'humanité. Quelle honte pour nous qu'ils puissent nous reprocher non-seulement le manque de bonne foi & d'équité, mais de plus, des actes de barbarie jusqu'alors

inconnus dans les pays sauvages où ils ont été exercés ! Le bruit que font aujourd'hui en Europe les hauts faits de la Nation sur la riviere d'Ohio , & nos premiers exploits maritimes , ne peut que nous humilier.

Nos Ecrivains eux-mêmes embarrassés à justifier notre conduite , ont passé sous silence tous les faits particuliers , pour se livrer à des plaintes aussi vagues qu'indécentes de la perfidie & de l'ambition de nos voisins. Le cruel ravage du Palatinat n'a jamais été reproché à la France avec autant de chaleur & de véhémence que ces Messieurs en témoignent contre elle aujourd'hui , parce qu'elle refuse de s'en rapporter à nos Géographes sur les limites de

ses possessions , & qu'elle s'aide de ses Alliés pour nous empêcher de nous en emparer de force. Delà nos petits Démofthenes sont partis pour se permettre des Philippiques Angloises, c'est-à-dire, les déclamations les plus grossieres contre un Prince aussi respectable que puissant , qui paroît n'avoir d'autre ambition que de soutenir ses droits & de rendre ses sujets heureux. Nos Orateurs de *Grub. Street* (*) chargés de défendre la cause de la Grande-Bretagne , se sont aussi jetés dans de ridicules Differtations Géographiques. Il est sûr que la plume à la main il est aisé d'étendre les limites de l'Acadie.

(*) Rue de Londres où l'on imprime les fortes de Livres qui composent en France la Bibliotheque bleue.

Je conviens même que les Géographes François peuvent être ignorants ou de mauvaise foi ; mais en plaçant mal des points & des lignes sur une carte , ont-ils fait quelque invasion réelle sur notre territoire ? Qu'ont affaire dans la dispute présente le Pere Charlevoix & le sieur Danville qui n'ont jamais mis le pied dans l'Amérique ? Leur erreur , si c'en est une , ne peut être un attentat & bien moins encore un crime national ! Non que je trouve mauvais que pour égayer le peuple aux dépens de nos voisins , nos Auteurs de brochures aient prodigué à ces deux Géographes toutes les injures de *Billing'sgate*. (*) Hé , plût au Ciel

(*) Marché de Londres qui a la réputation de notre Place Maubert.

que la presse eût seule gémi de nos querelles ! En ce genre nous avons des champions aguerris , & qui ne craindroient pas toutes les Puissances de l'Europe.

Que nous reprochent les François ? que nous n'avons cherché qu'à les amuser par les Commissaires que nous avons nommés de notre part , pour régler les limites de l'Acadie ; que nous travaillons pendant ce temps-là à nous emparer de leurs propres Colonies ; que non-seulement nous avons insulté leur Pavillon de la maniere la plus outrageante , mais que joignant la barbarie à l'insulte , nous avons traité aussi indignement les officiers , que les soldats & les matelots des Vaisseaux que nous

leur avons pris, & cela en temps de paix, & cela tandis que les François nous ont renvoyé des Vaisseaux dont quelques-uns de leurs Officiers avoient cru par représailles devoir se rendre maîtres. Après de pareils faits, à qui pouvons-nous persuader qu'ils ont été les agresseurs ?

Si nos Ministres ont eu l'adresse de tromper le peuple, les gens sensés, qui malheureusement par-tout font le petit nombre, ne s'en laissent pas imposer si aisément. Le dernier Mémoire du Roi Très - Chrétien, actuellement répandu dans toutes les Cours de l'Europe, & demeuré sans réplique de notre part, ne prouve que trop que n'ayant pas la justice

de notre côté dans la dispute présente entre les deux Nations, nous avons entrepris les premiers de la décider par la force.

C'est dans ces circonstances que le Roi de France, qui pouvoit sur le champ venger l'injure faite à sa Couronne & à son peuple, s'est borné à en demander la réparation. Quelle plus grande preuve pouvoit-il donner de sa modération & de sa magnanimité? Avec quelle reconnaissance les François doivent-ils regarder un Prince que la victoire a couronné à Fontenoy de ses lauriers les plus brillants, & qui loin d'aspirer à en cueillir de nouveaux, tout absolu qu'il est, renonce à toute gloire séparée du véritable intérêt

de ses Sujets , & ne cherche de réputation que dans la pratique des vertus qui lui ont acquis le nom de *LOUIS LE BIEN-AIMÉ.*

Certainement ceux qui ont dirigé nos Conseils, n'ont jamais dû s'attendre qu'un aussi puissant Monarque se soumît à traiter avec une Nation qui de propos délibéré a insulté son pavillon , à moins que cette Nation n'offrît pour Préliminaires une satisfaction proportionnée à l'offense , & aux cruautés & barbaries que les François font en droit de nous reprocher.

Dans le cas où nous ne serions pas persuadés des dispositions pacifiques du Roi de France , nous ne pouvons du moins nous empêcher d'admirer

sa sagesse. Que n'a-t-il pas gagné à temporiser autant que son honneur pouvoit le lui permettre ? Il n'en est pas des querelles nationales comme de celles qui se passent entre les particuliers. Si un homme est insulté, il peut, il doit sur le champ marquer son ressentiment, parce que comme il n'a que sa vie à perdre, pour la risquer, sa propre opinion lui suffit ; mais dans les querelles nationales, les vies de plusieurs milliers d'hommes sont intéressées, & ceux à qui il appartient de délibérer de la promptitude & de la manière dont l'injure doit être repoussée, sont communément ceux mêmes dont les vies, en cas de rupture, sont les moins exposées ; par cette raison, au lieu

de tenir à leur propre opinion, ils doivent examiner les circonstances ; peser les probabilités & prévoir les conséquences : car il peut être de l'intérêt d'une Nation de différer son ressentiment jusqu'à ce qu'elle se soit mise en état de se venger plus sûrement de celle qui l'a offensée.

Il faut avouer que le spectacle de l'inaction de la France jusqu'à ce moment, est peut-être le plus singulier & le plus intéressant qui ait été donné depuis long-temps à l'Europe. Quelle conduite pour cette Nation guerrière & turbulante, contre l'ambition de laquelle l'Angleterre a déclamé si fort depuis soixante ans ! D'un autre côté, comment peut-on reconnoître à toutes nos hostilités

ce peuple respectable qui se pique d'équité & qui se dit le Gardien des libertés de l'Europe ?

Après avoir eu jusqu'ici la gloire de les défendre , il s'expose au reproche de les avoir violées plus directement qu'aucune autre Nation ne l'a jamais fait.

Que la conduite du Roi de France soit l'effet de sa modération ou de sa prudence , elle sera toujours louée de tout l'Univers ; sans nous exposer au plus grand ridicule, nous ne pouvons ni la blâmer ni nous en plaindre.

Il s'en faut beaucoup que notre Cour ait suivi des maximes aussi sages que celle de Versailles. Comme elle peut avoir des intérêts séparés de ceux de la Nation , il a fallu

chercher à l'éblouir : mais on a beau nous dire que la France viole les Traités les plus sacrés, on n'en croira pas nos Ministres sur leur parole. Depuis deux ans on leur en demande des preuves, ils n'en ont encore donné aucune. La haine du nom François n'aveugle que la vile populace. Les Grands sont les seuls qui aient les yeux fascinés par la Cour ; tout le reste de la Nation voit clair. C'est l'Ordre moyen, placé entre ces deux extrêmes, qui dans tout pays doit par préférence être consulté, parce que c'est celui où il y a le plus de puissance, de lumière & d'honnêteté. Nos Pairs du Royaume ne sont plus que les Grands de la Cour, puisqu'ils y tiennent plus qu'à

la Nation. Il s'en faut beaucoup que les Actes du Parlement même soient toujours le vœu public. On sçait avec quelle facilité le Gouvernement dans l'une & l'autre Chambre s'affure de la pluralité des voix. Combien de fois notre auguste Sénat ne s'est-il pas entendu faire , & non sans fondement , le reproche sanglant que Jugurtha fit à la République Romaine ?

D'ailleurs nos Ministres , ou ceux qui cherchent à le devenir , ont encore une ressource sûre ; elle consiste dans l'art aisé d'élever un *cri populaire*. C'est notre tocsin politique , auquel les uns ont recours pour allumer le feu , comme d'autres pour l'éteindre. La multitude enivrée,

de même qu'une troupe d'enfants, se joint aussi-tôt à ceux qui les premiers ont excité la clameur & favorisé leurs projets, quoique le but que les Chefs se proposent soit directement contraire au cri qu'ils ont élevé & au bien du peuple même.

Dans un des derniers regnes il y eut une clameur dans la Nation, que *l'Eglise étoit en danger*. Le cri commença d'abord par ceux qui n'étoient pas, mais qui avoient grande envie d'être Ministres. Le zele de la Religion n'y eut aucune part; l'ambition s'en aida pour parvenir à ses fins: il retentit dans tous les coins du Royaume. Ceux qui avoient excité parmi le peuple

cette alarme générale, parvinrent à leur but : ils se firent appeller au Ministère & s'y maintinrent par les mêmes voies qu'ils y étoient arrivés.

Dans la dernière guerre, les François, après avoir été forcés de repasser le Rhin, demandèrent la paix ; les Anglois qui faisoient seuls les frais de la guerre, avoient plus d'intérêt qu'aucun des Alliés à y consentir : nos Ministres moins occupés à diminuer la puissance de la France, qu'à augmenter celle de l'Electeur d'Hannovre, rejetterent les propositions de paix les plus raisonnables. Pour faire consentir un peuple déjà accablé de taxes à de nouveaux subsides, ils eurent recours au même moyen ; on recommença

à

à crier de plus belle , *que les libertés de l'Europe étoient en danger.* Qu'est-il arrivé ? Nous avons continué la guerre : le sort des armes a changé. C'est alors que par notre imprudence & notre obstination , les victoires de nos ennemis auroient mis les libertés de l'Europe dans un danger réel , si la modération de la France ne l'avoit fait consentir au même Traité que nous avions rejeté trois ans auparavant avec tant de hauteur.

Dans la circonstance présente ; le cri qui anime si fort le peuple , est le même que celui dont on s'étoit servi auparavant pour forcer le Parlement à déclarer la guerre à l'Espagne. La clameur publique est ; *que notre Commerce est en danger.*

S'il l'étoit, il n'est pas douteux qu'il ne fallût recourir aux armes : c'est notre dernier retranchement, il faut le défendre ou périr. Mais qui est-ce qui a entrepris de le troubler ? quelle est la nature de ce danger ? qui a pu élever ce cri ? Je ne sçais par qui il a commencé, mais je suis sûr que ce n'est pas par des gens attachés à leur Patrie. S'il a été élevé par ceux qui cherchent à attirer la guerre à la Nation, il faut avouer que la fin qu'ils se proposent, ne peut s'accorder avec le cri qui les anime ; car la guerre mettra assurément notre Commerce dans le plus grand de tous les dangers.

Cependant dans ce moment de délire, le peuple qui s'y livre, croit

être inspiré par la sagesse , il est échauffé par des intrigants sans s'en douter. Les gens raisonnables , ceux qui aiment le bien de leur pays , ont beau élever la voix pour le retirer de son ivresse ; dans la plûpart des Anglois , l'entendement est totalement affecté par cette espece de frénésie. Ils ont des oreilles & n'entendent pas , ils ont des yeux & ne voient pas. (*)

(*) *Optarem equidem ut hæ populares tempestates & seditionum procellæ , quibus Patria nostra sordidissimorum hominum scelere & perfidiâ percussa & afflicta fuit , nunquam contigissent , aut , si fieri posset , illarum memoria penitus ex omnium mentibus excinderetur. Sed quoniam præterita mutari non possunt , & hæ macula proditiionis à perniciosissimis civibus Patriæ nostræ impressa , altiùs insedit in populi Angli nomine intelligant omnes quibus iniis hi tanti tumultus excitati sint , penitusque perspiciant vulnera illa ac seditionum scelera , non à bonis viris & fortibus inflicta , sed à*

A la Chambre des Pairs , comme à celle des Communes , on ne respire que la guerre ; le peuple la demande à haute voix , & déjà dans les termes qui lui sont familiers : *Damne* les François en ce monde-ci & en l'autre. *Quis furor ó cives!* Reconnoîtroit-on à cette conduite un peuple commerçant & qui par la constitution de son gouvernement a plus de droit que tout autre à passer pour un peuple sage? Aucune Nation ne doit entreprendre la guerre contre une autre , tant qu'il lui reste des voies pacifiques pour obtenir ce qu'elle peut demander avec justice. L'Angleterre en particulier doit être plus attentive

desperatorum hominum flagitiosissimis gregibus inusta fuisse.

NEVYL, *Præf.*

que toute autre à éviter la guerre. Son intérêt est de se contenter de ses propres possessions, sans entreprendre de faire des conquêtes sur ses voisins. Une grande partie de notre peuple ne subsiste que par le Commerce ; ceux mêmes qui y paroissent le moins intéressés, les possesseurs des terres, doivent une grande partie de leur revenu annuel au Commerce & aux Manufactures. Sans l'abondance d'argent que ces deux canaux font couler dans notre Ile, nos Fermes pourroient-elles être portées à un si haut prix ? aurions-nous une si grande quantité de maisons dans nos Villes & dans nos Villages ? Je dis plus, si nous étions bornés à nos commodités

& à nos Manufactures nationales ; il s'en faudroit beaucoup que l'Angleterre pût jouer un si grand rôle parmi les Puissances de l'Europe ; elle perdrait au moins les trois quarts de ses richesses.

Ce cri populaire ne devoit plus effrayer depuis qu'on en connoît la nature & la cause. La Populace de tous les pays est composée de pauvres que les riches font vivre , & les malheureux font faits pour épouser les sentiments de ceux qui leur donnent du pain. La populace de Londres a ceci de particulier , c'est qu'il est plus aisé de l'échauffer que celle de tout autre pays. Je n'entreprendrai pas de décider si c'est l'effet de liqueurs fortes dont elle fait trop

d'usage , ou celui d'une férocité qui lui est peut-être naturelle ; mais il est certain qu'il n'en est point dans l'Europe qu'il soit aussi facile de porter aux plus grands excès. Les Gazettes que lisent aujourd'hui parmi nous les gens des professions les plus basses, n'en ont point changé l'espece; ils font les mêmes que ceux qui autrefois ont coupé la tête à un Ministre pour avoir introduit l'Imprimerie en Angleterre. (*) C'est

(*) Le Lord Say , Grand Trésorier sous Henri VI. Le lecteur François ne sera peut-être pas fâché de trouver ici un échantillon de la scene où Shakespear a mis ce fait en action. Voici le discours de Cade , chef des rebelles , à ce malheureux Ministre.

» Te voici devant notre Jurisdiction Royale,
» toi Say , toi Ferge , (*Il joue sur le mot ;*
» *Say en Anglois signifie une étoffe de soie.*)
» toi Lord Boucran. Que peux-tu répondre
» à ma Majesté , pour avoir abandonné la

par le moyen de cette vile populace que le Ministère plus adroit aujourd'hui veut forcer la Nation à prendre

» Normandie à M. Basimécu , le Dauphin
 » de France ? Qu'il te soit connu par ces
 » présentes, même par la présente du Lord
 » Mortimer, (*C'est le nom que Cade se donne,*)
 » que je suis le balai qui doit balayer la Cour
 » d'ordures telles que toi. Tu as trahit
 » ment corrompu la jeunesse du Royaume,
 » en érigeant des Écoles pour apprendre à
 » lire; & au lieu qu'auparavant nos grands-
 » peres n'avoient d'autres livres que des jetons
 » & des tailles, tu as établi des Imprimeries;
 » & contre le Roi, sa couronne & sa dignité,
 » tu as bâti un moulin à papier. Il te sera
 » prouvé à ta face que tu as autour de toi
 » des gens qui parlent communément d'un
 » *Nom* & d'un *Verbe*, & prononcent tels
 » autres mots si abominables que toute oreille
 » chrétienne souffre à les entendre. Tu as
 » autorisé les Juges de Paix à citer devant eux
 » de pauvres gens, à propos de matieres qu'ils
 » n'étoient pas en état d'entendre. De plus
 » tu les as mis en prison; & parce qu'ils ne
 » pouvoient pas lire, tu les as fait pendre,
 » lorsqu'au contraire, par cette raison même,
 » ils étoient les plus dignes de vivre, &c.
 » Qu'on l'emmene, &c. » Seconde partie
 d'Henri VI, acte IV. scene VI.

le parti le plus contraire à ses intérêts. Ceux qui ne découvrent pas les vues de la politique Hannovrienne, occupée à rallumer le flambeau de la guerre, devroient du moins sentir que l'Angleterre n'a rien à gagner à celle-ci. Dans nos cafés & partout on en parle comme si nous étions sûrs de nous rendre maîtres des Indes : mais s'il étoit aussi aisé que ces Messieurs le disent, de chasser les François de l'Amérique Septentrionale, pourquoi ne l'avons-nous pas fait dans la dernière guerre ? pourquoi dans la circonstance présente, par une surprise qui passera toujours pour une trahison, ne les avons-nous attaqués qu'à notre honte ?

Nous avons dans un grand secret tramé cette belle entreprise. On nous avoit si souvent cité l'exemple de la Reine Elizabeth & de Cromwel, qu'enfin nous l'avons suivi : nous avons attaqué nos ennemis où nous croyions qu'ils ne pouvoient se défendre. Mais les François d'aujourd'hui ne font pas ceux de ce temps-là, ils ne connoissent pas moins que nous l'importance du Commerce du Nouveau-Monde ; ainsi, à proprement parler, nous les avons trompés, mais nous ne les avons pas surpris. Au lieu de nous emparer de leurs Colonies, nous avons à présent à craindre pour les nôtres. Notre dernière guerre avec l'Espagne nous avoit rendus suspects, celle-ci a

trop tôt & trop manifestement découvert notre ambition. La mauvaise foi de nos Commissaires, nos armemens considérables, nos manœuvres dans toutes les Cours de l'Europe, tout a fait pressentir aux François que nous en voulions à l'Amérique. Il est vrai que nous leur avons pris quelques Vaisseaux que peut-être un jour nous leur payerons bien cher. S'embarrasse-t-on de l'avenir ? Le présent nous rit, c'en est assez pour jeter de la poudre aux yeux du Peuple & faire crier dans les rues de Londres, Huzza, Huzza. (*) Nous avons grande raison de chanter victoire ; un coup de main si vigoureux ne peut manquer de

(*) Cri de joie Anglois qu'on ne peut traduire en François.

nous faire beaucoup d'honneur. C'est ainsi que la forte d'animal particuliere à cette Isle, & dont par cette raison un Membre du Parlement n'a pas craint de recommander l'exemple à ses Compatriotes, c'est ainsi, dis-je, que le dogue d'Angleterre fait tout-à-coup son ennemi sans faire auparavant aucun bruit. On veut donc aussi nous persuader par cette belle comparaison que deux Frégates & quelques Vaisseaux marchands dont nous nous sommes emparés, composent toute la Marine de France. Ne devrions-nous pas plutôt rougir & de la conduite & du discours ? Lorsqu'après les sommes immenses que le Ministère a sacrifiées inutilement pour le projet le plus insensé,

il en est réduit à se glorifier d'avoir pris quelques Vaisseaux aux François, je crois entendre Sir Epicure Mammon dans l'Alchimiste de Ben Johh Son, qui ayant dépensé tout son bien à chercher envain la Pierre philosophale, se console de ce qu'il a perdu, par l'espérance d'avoir trouvé un secret pour guérir de la grattelle.

Comment se peut-il qu'un Peuple libre se laisse toujours gouverner par des Ministres qui entendent si peu ou qui négligent si fort ses intérêts ? Le Parlement qui par sa nature est le grand Conseil de nos Souverains, n'est aujourd'hui par sa foiblesse que l'écho de leur Conseil privé. Notre administration est tout à la fois & plus absolue & pire que jamais.

Ce qui pouvoit être à craindre il y a trente ans , est enfin arrivé à la lettre. Je suppose , dit le CRAFTSMAN , (*) que par ignorance ou incapacité , par orgueil ou insolence , il arrive à un Ministre d'offenser quelque Puissance étrangere , d'attaquer ses droits légitimes & d'envahir ses possessions , & que voyant la vengeance prête à éclater par de justes représailles , il manquât de courage ou de moyens pour détourner la tempête , pourrions - nous espérer de trouver aucunes ressources dans un Parlement corrompu , qui au lieu de punir le Ministre , se seroit lui-même rendu coupable de ses attentats en les approuvant.

Voilà précisément le cas où nous

(*) N^o. 123. vol. 3.

nous trouvons à présent. Notre triomphe, selon toutes les apparences, ne fera pas de durée. Les François sont assez puissants pour avoir dans peu une force suffisante à nous opposer par terre & par mer. Notre imprudente jalousie les oblige à rétablir leur Marine; ils y emploient tant d'argent, & ils y travaillent avec tant d'activité, qu'ils peuvent bientôt être en état non-seulement de se défendre, mais de prendre une cruelle revanche des insultes que nous leur avons faites & des pirateries que nous avons exercées sur eux. (*)

(*) Alors ils pourront nous dire comme dans la Tragédie de SHAKESPEAR: *Quoique vous nous ayiez cru morts, nous ne faisons que dormir. L'avantage est un meilleur soldat que la témérité. Le temps qui mûrit les plaies, donne plus de facilité pour les guérir; celles*

On s'étonnera peut-être qu'un Anglois se serve ici du mot de piraterie ; la fierté de mes Compatriotes pourra s'en offenser ; on sçait qu'il a blessé la délicatesse des oreilles de nos Ministres : mais comment peuvent-ils s'en plaindre, eux qui ont donné les ordres pour exercer de pareils brigandages ? Je suis en droit de répondre à celui qui me reprochera d'employer l'unique expression qui réponde à la chose :

Quantùm à verborum libertate, tantùm te à rerum turpitudine sejungas. Quelle

que vos injures nous ont faites, sont déjà fermées. Le moment de la vengeance est arrivé. L'Angleterre se repentira de sa folie, verra sa foiblesse & admirera notre patience. Que son Roi pense donc à des dédommagemens proportionnés aux pertes que nous avons faites & à l'affront que nous avons digéré, &c.

HENRI V. act. 3.

conduite fut jamais plus indigne de la majesté du peuple Anglois que nous affectons de vouloir établir ! Qui peut aimer sa Patrie & n'avoir pas regret de la voir se déshonorer ! Nous prenons le titre de Maîtres de la mer ; notre empire fût-il même bien établi , nous convenoit-il de l'exercer en tyrans , en pirates ? Il n'est pas moins important à une nation qu'à un particulier de conserver son caractère parmi ses voisins , comme lui elle perd tout en perdant sa réputation.

Etoit-ce à nous à faire revivre dans un siècle où des mœurs plus douces regnent par toute l'Europe , les reproches de perfidie & de férocité qu'on a fait si souvent à

nos peres? Lorsque nous nous applaudissons chez nous de ces triomphes honteux, remportés sur des Vaisseaux marchands, sans défense, & même sur de misérables pêcheurs; lorsque contre le droit des gens, nous employons les fourberies les plus lâches & les plus criminelles, pour enlever quelques matelots sur les côtes de France, nous révoltons contre nous les différents peuples commerçants de l'Europe. Toutes les Nations sont également intéressées à ce que, même entre ennemis, on ne viole pas les loix sacrées de l'humanité. Loin d'encourager les auteurs de ces infames trahisons, nous aurions dû nous-mêmes les renvoyer aux François, pour les

punir : c'est ainsi qu'en auroient agi les Romains ; mais en nous comparant à eux , nous imitons les Carthaginois. Le beau rôle que nous jouons à présent en Europe ! nous voilà devenus *les Pandoures de la mer.*

Nous prétendons que les François ont les premiers violé les Traités ; nous soutenons qu'ils retiennent un pays qui nous appartient , & qu'ainsi nous n'avons fait qu'user de représailles.

Mais quelles sont les cruautés qu'ils ont exercées contre nous ? comment la jouissance d'un pays dont ils étoient en possession depuis si long-tems , peut-elle être un acte d'hostilité ? Nous avons nommé de part & d'autre des Commissaires pour

régler les limites de nos possessions réciproques ; si nous avons agi de bonne foi , n'aurions - nous pas dû attendre du moins le résultat de leur travail ? Nous demandions peut-être trop , peut-être aussi que les François ne nous accorderoient pas assez. Un amour sincere de la paix , de part & d'autre , auroit fait prendre un milieu entre un refus total & des demandes trop absolues. En quel temps avons-nous obtenu par des Traités tout ce que nous pouvions desirer , ou tout ce sur quoi nous croyions avoir droit d'insister ? Je ne pense pas même que cela soit jamais arrivé à aucune Nation , à moins que d'avoir fait auparavant une sorte de conquête ; & alors ce

n'est plus un Traité, mais une loi que le vainqueur impose au vaincu. Dans tous les autres cas, un peuple doit toujours faire attention au temps & aux circonstances, & se contenter des termes sur lesquels la posture des affaires lui permet d'insister. Il en est des différens qui s'élevent entre des Nations, comme de ceux qui se passent entre des particuliers; chaque partie croit avoir raison, quoiqu'il arrive d'ordinaire que toutes les deux aient tort. Ce qui semble à une partie, ou dans un pays, si évidemment clair & si juste, peut à la partie adverse, ou dans l'autre pays, paroître très-douteux ou très-déraisonnable; c'est pourquoi, lorsque des Nations ont envie de

traiter de bonne foi , aucune des deux ne doit s'opiniâtrer imprudemment sur ce qu'elle croit juste ; chacune au contraire doit également avoir égard aux circonstances où dans ce temps l'un & l'autre se trouvent , pour juger des articles que l'on peut accorder , & de ceux dont il est indispensable de ne pas se départir. Telles ont paru , malgré toutes nos déclamations , les dispositions de la France.

Pour décider une contestation de cette espece , on ne pouvoit pas imaginer un moyen plus foible & plus honteux que les hostilités de toute espece que nous avons commises contre les François : comme nous avons dû prévoir que la guerre en

feroit une fuite infaillible , puisque nous étions résolus d'établir la validité de notre droit par la force , il eût été de notre dignité & de notre prudence de commencer les hostilités par une déclaration de guerre. En la faisant sans l'avouer , nous laissons croire que nous-mêmes nous ne la croyons pas juste ; rien ne peut excuser l'imprudence de notre conduite. Nous en avons trop ou trop peu fait contre un ennemi aussi puissant que celui que nous avons provoqué ; nous lui avons donné le temps de se fortifier contre nous. Si les choses en étoient au point qu'il ne nous fût plus possible de garder de mesures , pas même celles de la simple décence avec le Roi de

France, pourquoi après avoir débuté par une insulte, avons-nous craint d'en faire davantage? Si par notre propre force & par nos alliés nous nous trouvions en état d'entreprendre la guerre, pourquoi ne l'avoir pas déclarée immédiatement à nos ennemis? pourquoi enfin nous contenter de chercher les François à l'Amérique, & de montrer notre bravoure à leurs Vaisseaux marchands & à leurs pêcheurs? Nous devons les attaquer par-tout où nous pouvons leur causer du dommage. Une Nation commerçante ne peut avoir la guerre sans que son Commerce en souffre, & par conséquent, si nous y sommes forcés, nous devons la commencer & la poursuivre avec la dernière vigueur,

vigueur , afin de la terminer le plus promptement qu'il est possible. La guerre est comme les orages , elle dure d'autant moins qu'elle est plus violente. Les François qui n'ont pas un Commerce aussi considérable que le nôtre , ne souffriront pas autant que nous de la durée de celle-ci. Nous avons plus de Vaisseaux qu'eux , par conséquent ils peuvent aussi nous en prendre davantage ; ainsi nous devons d'abord les attaquer par terre & par mer , puisque nous voulions en courir les risques. Il est vrai qu'il n'est pas de notre intérêt de faire des conquêtes sur eux ; mais est-ce une raison pourquoi voulant leur faire la guerre , nous n'aurions pas dû depuis un an les fatiguer autant

qu'il nous eût été possible, en ravageant leurs côtes maritimes avant qu'elles fussent gardées comme elles le sont à présent? J'ajoute que malgré leur vigilance & les nombreuses armées qu'ils ont à nous opposer, si nous sommes les maîtres de la mer, ils ne sont point à l'abri de semblables insultes, parce qu'une flotte de Vaisseaux peut voguer plus vite qu'un corps de troupes ne peut marcher d'une côte à l'autre. C'est pourquoi une Escadre qui auroit eu à bord sept ou huit mille hommes, pouvoit trouver l'occasion de faire une descente, & de mettre à contribution quelque partie des Provinces de Normandie ou de Bretagne. Ce que nous n'avons pas fait, les

François vont peut-être le faire. Les armemens de Brest & de Rochefort inquietent plus le Gouvernement qu'il ne le fait paroître : il ne déguise sa frayeur que de peur d'augmenter celle de la Nation.

C'est déceler sa foiblesse & donner du courage à l'ennemi , que de le ménager après l'avoir insulté. Une pareille contradiction dans notre conduite ne prouve que l'embarras de notre Ministère. Il n'avoit pas mis au rang des choses possibles la patience & la sagesse des François. Comment les croirions-nous plus prudents que nous ? nous ne voulons pas même admettre qu'ils soient aussi braves. Cependant sans se déguiser l'offense , ils ont senti que le seul

moyen d'affurer leur vengeance, étoit de temporiser. Si depuis nous avons paru suivre des conseils plus modérés, si nous nous sommes bornés à faire la petite guerre sur leurs côtes, nous aurons beau vanter notre retenue, on n'y verra que l'effet de cette sorte de timidité qui suit les entreprises mal concertées. Nous en avons trop fait pour ne pas donner l'alarme à toute l'Europe, & ne pas lui faire soupçonner que la Grande-Bretagne étoit résolue d'obtenir par la terreur de ses armes, ce à quoi les Traités qu'elle réclame ne lui donnent aucun droit.

La guerre que nous entreprenons de faire aux François, devient pour eux au contraire une guerre de

nécessité, & à laquelle leurs voisins sont également intéressés. Ils l'appellent déjà comme celle des Romains contre les Pirates, *Bellum omnium gentium*. Si par politique les Espagnols paroissent encore se tenir tranquilles, pouvons-nous douter qu'ils n'aient les mêmes intérêts que les François à s'opposer à nos prétentions ? Nous laisseront-ils nous arroger impunément un domaine suprême en Amérique ? peuvent-ils ignorer que nous y aspirons ? Les Géographes François, contre lesquels nos écrivains politiques ont déclamé d'une manière si puérile, ne sont pas à beaucoup près si ambitieux que les nôtres.

Doit-on être moins révolté à Madrid qu'à Paris, du titre fastueux

de notre carte de l'Empire Breton dans l'Amérique Septentrionale , avec les établissemens François & Espagnols? (*) Les Colonies de ces deux Nations ; quoique moins puissantes, ne sont-elles pas aussi indépendantes que les nôtres? Je sçais tout ce que l'on présume ici du nombre de nos Vaisseaux , mais je ne pense pas qu'il nous soit possible de forcer les François & les Espagnols à reconnoître sur ces mers un Empire

(*) Quoique nos ouvrages politiques en parlent plus modestement , ils ne laissent pas de déceler également les projets ambitieux de la Nation sur ce continent. *Nos Plantations* , dit un de nos Auteurs , qui ont déjà si fort contribué à la richesse & à la figure que fait aujourd'hui la Grande - Bretagne , semblent destinées par la Providence pour quelques fins encore plus grandes , auxquelles sans doute elles serviront , si nous ne négligeons pas les occasions qui pourront se présenter.

Le CRAFTSMAN, N°. 130.

qui y rendroit précaire le Commerce de l'une & de l'autre Nation. Elles ont toutes les deux le même droit, & par conséquent le même intérêt. Nous aurons beau dire aux Espagnols que nous n'en voulons qu'aux François, les premiers ne nous laisseront pas usurper en ces pays - là une supériorité qui les mettroit eux-mêmes à l'avenir dans la dépendance de l'Angleterre. Quand la Cour d'Espagne ne seroit pas aussi alliée qu'elle l'est aujourd'hui à celle de France, les Espagnols se trouvent dans la nécessité de devenir *Gens amicissima* de la Nation qui arme pour la cause commune. Nous les caressons beaucoup dans ce moment-ci, nous les comblons d'éloges ;

mais ils en sçavent les motifs, & ne prendront pas le change. Quelque habileté que je suppose à notre Ministère, je doute qu'il en ait assez pour endormir celui d'Espagne. On nous assure qu'il nous est entièrement vendu, & je pense qu'on nous en impose. Il fuit sa politique ordinaire; il attend le moment favorable pour agir. Il sçait ce que valent nos compliments & nos injures; nous prodiguons les uns & les autres au gré de nos passions, mais toujours en pure perte. Cette Puissance que nous trouvons aujourd'hui si respectable, n'ignore pas que nous l'appellions, il y a quinze ans, en plein Parlement, une Nation aussi méprisable qu'insolente: c'est notre style

style ordinaire. Il a été un temps où nous n'avons pas mieux traité les seuls amis que nous aurions en Europe, si notre jalousie impérieuse de commerce nous permettoit d'en avoir, je veux parler des Hollandois, nos alliés naturels, comme les Espagnols le sont des François.

Il n'est dans le pouvoir d'aucun Ministère sur la terre d'empêcher des amis déclarés de devenir indifférents, ou les ennemis d'être sans foi; mais il est dans le pouvoir de Ministres sages d'agir sur ces principes, que des amis déclarés peuvent être quelquefois indifférents, & qu'il est probable que des ennemis seront sans foi: par cette raison ils ne répondront pas des premiers & se

méfieront des derniers. De tels Ministres paroîtront toujours penser que les amis, comme les ennemis, suivront leur intérêt & leurs passions aux dépens de leur foi ; alors ces sages Conseillers du Prince, au lieu de proportionner leurs démonstrations extérieures aux apparences présentes, regleront leur conduite par la connoissance de ces intérêts & de ces passions ; ils ne donneront pas le temps à un ennemi déclaré & irrité de se fortifier, & ne compteront pas sur la parole d'un allié suspect & qui est intéressé lui-même à en manquer.

Ainsi nous avons tout lieu de croire que si nos Ministres ne nous trompent pas, ils sont trompés par

ceux d'Espagne. Dans cette incertitude, comme nous avons un grand Commerce & des places considérables dans la Méditerranée, je crains bien que nous n'y envoyions trop tard une Escadre suffisante pour protéger nos Vaisseaux marchands & nos possessions; je crains bien que les Espagnols, que nous appellons aujourd'hui nos bons amis, ne soient des ennemis couverts, qui s'entendent, pour nous jouer, avec ceux que nous avons forcés de se déclarer contre nous. L'Escadre nombreuse qui est actuellement dans le port de Toulon, les bâtimens de transport que les François ont rassemblés dans tous les autres qu'ils ont sur cette mer, les provisions de toute espece qu'ils

y ont amassées , quatorze mille hommes de troupes prêts à s'embarquer , des Officiers nommés , en voilà plus qu'il ne faut pour nous donner de l'ombrage. Quand ils n'auroient pas d'autres vues , je louerois encore leur sagesse. Si c'est un piège qu'ils nous tendent , pendant que nous enverrons nos Escadres dans la Méditerranée , celles qu'ils ont sur l'Océan iront en sûreté porter des secours à leurs Colonies. Si en effet ils en veulent à Port-Mahon , quelles forces avons-nous à portée de s'opposer à leur descente ? Les Vaisseaux prêts à partir pourroient bien n'arriver que pour être témoins de leur triomphe. S'ils se rendent une fois maîtres de ce port , probablement

ils le remettront aux Espagnols, qui attendent cet événement pour se joindre à eux ; en ce cas l'Angleterre perd Port - Mahon pour jamais ; & alors que devient Gibraltar ! que devient notre Commerce ! que devenons-nous nous-mêmes ! quelle terrible source de réflexions pour tous ceux qui sont véritablement attachés à leur Patrie, & qui dès le commencement de cette guerre la voient exposée au plus grand de tous les dangers ! Si nous avons des Pilotes habiles, ce ne sont point ceux qui tiennent le timon de l'Etat. Leur mal-adresse qui dans un calme parfait vient d'engager le Vaisseau de la République au milieu des écueils les plus

dangereux , ne peut manquer de l'y faire échouer dans la tempête furieuse qui déjà commence à l'affaillir.

Nous voulons être & il s'en faut beaucoup que nous soyons aussi fins que les François. Ces troupes qu'ils ont rassemblées de toutes parts sur les côtes de Provence , pouvoient inquiéter notre Gouvernement , ils ont affecté de répandre un projet de s'emparer de la Corse , ils ont eu l'air d'appréhender que nous ne voulussions nous rendre maîtres d'une Ile d'où nous pouvions si fort incommoder leur Commerce du Levant. Ne leur soupçonnant pas d'autre projet , nous nous sommes endormis ; plus ils ont paru nous

craindre , moins nous les avons craints. Le moment est venu de juger lequel des deux Gouvernements a pris les mesures les plus sages pour cacher ses vues & découvrir celles de l'ennemi. De quelque côté que nous portions nos regards , nous ne trouverons pas des objets plus consolants ; nos Plantations , spécialement les Isles d'où nous tirons le sucre , sont de la plus grande conséquence pour notre Commerce ; il nous faut pour les mettre à couvert de l'ennemi, entretenir tant que durera la guerre , une Escadre formidable dans les mers de l'Amérique ; il nous en faudra peut-être une autre dans la mer Baltique , malgré nos Traités avec la Cour de Russie , & attendu

l'alliance qui subsiste entre la France & la Suede. Nous avons une grande opinion de nos forces navales & de la bravoure de nos matelots, & je la crois fondée ; cependant il est permis de douter que nous soyons en état d'envoyer sur toutes ces mers des Escadres suffisantes pour résister aux forces réunies de France & d'Espagne , peut-être même aux forces réunies de France , d'Espagne & de Suede.

Mais je suppose que l'Espagne reste tranquille & ne prenne aucune part à la guerre entre nous & la France , je suppose qu'aucune Puissance de l'Europe ne l'assistera contre nous ; quelques efforts que nous fassions, nous ne pouvons nous

flatter de réduire de si-tôt la France à demander la paix. La guerre entre nous peut durer plusieurs années ; tant qu'elle durera , quoique les François n'aient pas beaucoup de matelots, leurs Armateurs en trouveront autant qu'ils voudront. Les Espagnols , les Hollandois , & peut-être quelques-uns des nôtres , s'engageront à leur service ; de maniere que la Méditerranée , la mer Britannique , celles de l'Amérique , toutes les mers enfin seront couvertes d'Armateurs sous pavillon François.

La différence entre cette Nation & la France consiste en ce que notre Commerce est notre principal soutien , & qu'ainsi nous devons sacrifier toute autre vue à sa

conservation, au lieu que le principal soutien de la France ne dépend pas de son Commerce, par conséquent les François peuvent pour un temps le sacrifier à d'autres vues.

Nos démêlés avec la France ne sont pas fondés, comme du temps du Roi Guillaume, sur l'ambition qu'on lui supposoit d'aspirer à la Monarchie universelle; ni sur les droits d'une succession douteuse; comme du temps de la Reine Anne; ni enfin sur l'injustice d'avoir troublé le repos de nos alliés & dépouillé de ses Etats l'Héritière légitime de la Maison d'Autriche, comme dans la dernière guerre. Si nous nous trouvions vis-à-vis de la France dans un de ces différents cas, nous devrions

tout tenter pour réduire le pouvoir qui soutiendrait son ambition ; alors, comme auparavant, nous pourrions être assistés par de puissants alliés, & nous aurions raison d'espérer les mêmes succès ; encore devrions-nous ne jamais oublier ce qu'ils nous ont coûté : mais c'est tout le contraire aujourd'hui ; aveuglés par notre jalousie de Commerce, nous nous sommes comportés de manière que tout l'odieux de cette guerre ne peut retomber que sur nous.

Ce sont les François qui nous accusent à présent de troubler l'Europe & de vouloir lui donner la loi. Ils ne négligeront rien pour alarmer nos voisins ; chacun d'eux peut craindre que son tour ne vienne.

Dès que la Grande-Bretagne laissera voir la même ambition qu'elle a tant reprochée à la France, l'Europe sera intéressée à former les mêmes ligues pour la réprimer.

J'ai vécu assez long - temps dans le monde pour connoître les effets de la guerre sur cette Nation ; j'ai vu les jours brillants de l'Angleterre, lorsque moins riche des pertes de la France, que fiere de l'avoir humiliée, elle payoit si cher des victoires dont ses alliés seuls avoient tout le profit. Ceux qui ont la même expérience, peuvent-ils réfléchir sur le poids énorme de dettes dont dix ans de guerre la plus heureuse l'ont accablée, sans être convaincu que dans la conjoncture présente il n'est

point de Traité de partage avec la France qui pût nous être assez défavantageux pour n'être pas préférable à une rupture ouverte avec cette Puissance. Cette rupture est fondée uniquement sur des intérêts de Commerce auquel rien ne peut être plus fatal qu'une guerre, & par l'exemple du passé, je pourrois presque dire, qu'une guerre même heureuse, & auquel rien ne peut être plus avantageux qu'une paix sûre & honorable. Nous exposer, pour avoir voulu par force reculer les limites de l'Acadie, à voir les François peut-être nous apporter la guerre jusqu'au sein de le Grande-Bretagne, c'est un excès de folie que je ne puis concevoir. Je sçais

que nos murs de bois sont suffisans pour défendre notre Isle ; mais lorsque tous nos Vaisseaux seront employés à la garder , que deviendra notre Commerce ? C'est notre unique support ; il étoit donc nécessaire pour nous de faire tout le contraire de ce que nous avons fait , c'est-à-dire , d'éviter la guerre autant qu'il nous étoit possible : car nous n'en pouvons avoir aucune qu'il n'en souffre. L'entiere cessation de tout Commerce avec la Nation contre laquelle nous sommes en guerre , rompt la chaîne du Commerce général ; notre Commerce avec chaque Nation dépend en quelque façon de celui que nous avons avec toute autre ; d'ailleurs il doit souffrir dans chacune

de ses branches par les Armateurs des ennemis. Il est impossible de couvrir les mers d'assez de Vaisseaux pour que ceux de nos marchands puissent sortir sans convoi ; ainsi les assurances sur les bâtimens Anglois monteront plus haut que sur ceux de toute autre Nation ; c'est parce qu'en Angleterre la branche du Commerce de l'Amérique Septentrionale supporte & nourrit toutes les autres ; c'est parce que nous avons un peuple si nombreux dans nos Colonies , qu'il étoit de notre intérêt de n'en pas venir si imprudemment à une rupture ouverte avec la France , & de ne pas exposer notre Commerce à un péril évident pour en éviter un imaginaire,

Ces dépenses & celles des délais où les Marchands feront obligés pour attendre un convoi, augmenteront le prix des marchandises que nous portons aux marchés étrangers. Les François n'ont déjà que trop d'avantage dans la plûpart de celles qu'ils y portent comme nous. Quelle circonstance pour tous les pays commerçants qui s'enrichissent chaque jour de nos pertes ! Tandis que les François armeront en guerre tous leurs Vaisseaux, les Hambourgeois, les Dantzicois, &c. feront le Commerce de nos ennemis sans que nous puissions le troubler.

S'il n'est pas de la majesté, je veux bien convenir qu'il est de la fierté du peuple Anglois d'avoir
attaqué

attaqué directement les François ,
au lieu d'attendre ce qu'après le
travail des Commissaires nommés
de part & d'autre , on pouvoit
obtenir par la voie des négociations :
mais quand ce parti même feroit le
plus glorieux , je ne puis croire que
ce soit le plus prudent ; je ne puis
me persuader que nos Ministres se
soient conduits avec l'attention qu'on
doit toujours avoir au bonheur de
son pays , ou plutôt je suis très-
convaincu que leur politique est la
même que celle de Périclès , qui
après avoir follement dissipé le trésor
public , aimoit mieux plonger sa Nation
dans la guerre , que d'avoir à lui
rendre compte de l'emploi qu'il avoit
fait de son argent. Si on demandoit

à nos Ministres ce qu'ont produit les sommes immenses que nous avons dépensées depuis trois ans, ils seroient plus embarrassés qu'ils ne l'ont été lorsqu'ils n'ont eu à répondre qu'au Mémoire de M. Rouillé. Que leur importe, après tout, qu'une guerre ruine leur pays, pourvu qu'ils y trouvent leur salut ? Il n'est point d'Anglois qui ne souhaitât que nous fussions assez puissants pour faire la loi à tous les Potentats de l'Europe, & pour prescrire à chacun d'eux comment dans les différens qui surviennent entre les Nations, ils doivent se comporter à notre égard, & même à l'égard les uns des autres : il faut pourtant avouer que c'est souhaiter l'impossible. Je pense encore

que quand même il y auroit quelque probabilité de réussir à une pareille entreprise, il ne feroit pas prudent à nous de nous y prendre d'une maniere trop positive & trop haute, de peur de provoquer, en agissant ainsi, toutes les autres Puissances à s'unir ensemble pour réduire le pouvoir de cette Nation, & nous forcer de nous soumettre aux loix qu'il leur plairoit de nous donner, au lieu de recevoir celles que nous aurions tenté de leur prescrire avec trop d'arrogance.

D'ailleurs les guerres & les victoires font une belle figure dans l'Histoire & même dans nos Gazettes. Nous lisons encore avec plaisir les récits empoulés de nos batailles en

France, lorsque nos Rois épuisoient la substance & prodiguoient le sang de leurs sujets pour des projets qui auroient ruiné leur pays s'ils avoient pu réussir. Nous lisons de même avec beaucoup de satisfaction les détails de nos dernières campagnes en Flandre, en Allemagne & en Espagne, lorsque la Nation sacrifioit annuellement plusieurs millions à conquérir des Royaumes & des Provinces pour ceux qui depuis nous en ont témoigné si peu de reconnoissance.

La prise de quelques Vaisseaux François, quelques descentes sur les côtes de Normandie ou de Bretagne, aussi brillantes que celle que nous avons faite dans la dernière guerre au port de l'Orient, le pillage de

quelques-uns de leurs établissemens dans l'Amérique, & pour admettre des entreprises plus éclatantes, mais qui peuvent être funestes à l'ennemi sans être profitables à la Nation, le bombardement de Rochefort ou du Havre-de-Grace, qu'on dit que nous avons résolu, tels sont les événemens qui fourniront peut-être à cette quantité de Gazettes journalières qui font l'entretien des cafés, des articles merveilleux pour égayer le peuple, & à notre Histoire une matière propre à l'amusement des générations futures. Mais en mettant tout dans la balance, je crois que le profit ne répondra pas à la dépense, & que nous eussions mieux fait de nous tenir tranquilles. On a prouvé

que dans la dernière guerre, qui n'a été avantageuse qu'à nos Armateurs, s'ils ont gagné 200000 liv. sterlings, le Public en a perdu 800000. Nous pouvons être encore moins heureux dans celle-ci; du moins il nous faudra gémir de voir notre Commerce interrompu, notre peuple accablé sous le poids des taxes; plusieurs Marchands ruinés par la prise de leurs Vaisseaux, une multitude d'hommes enlevés au travail & à l'industrie, & enfin la perte de tant de braves gens qui payent de leur sang les victoires les plus brillantes. Qu'il me soit permis de rappeler la remarque d'un célèbre Ecclésiastique qui fut nommé pour prêcher à Saint Paul sur la paix

d'Utrecht ; c'est qu'il s'en faut beaucoup que les temps dont l'Histoire intéresse le plus les Lecteurs , soient ceux où les Peuples aient été le plus heureux.

Avouons-le de bonne foi , nous consultons moins notre puissance que notre ambition. Les avantages que les François ont sur nous , ne sont que trop sensibles ; leur influence est grande , & leur nom est formidable en Europe. Leur Roi , quoique nous en puissions dire , est véritablement le grand Roi , & ils lui sont affectionnés. Les richesses de leur climat & leur industrie les ont déjà mis à portée de réparer les pertes de la dernière guerre. Leur Commerce est plus florissant que jamais : il nous

alarme , & c'est pour cela qu'il faut le ruiner. Cela est bientôt dit ; mais le pouvons-nous ? Soit que nous soyons en paix ou en guerre , heureux ou malheureux , ainsi que les Romains nous criens toujours : *Delenda est Carthago*. Il faut ruiner le Commerce de France : combien de fois l'avons-nous déjà tenté inutilement ? Quelques atteintes que nous lui ayions portées dans la dernière guerre , de notre propre aveu il n'a fait que s'accroître depuis ; n'importe l'expérience ne nous corrige pas : *Delenda est Carthago* ! Les Romains plus sages que nous ne tentoient que ce qu'ils pouvoient entreprendre : tandis que le sentiment de leurs forces leur inspiroit une confiance qui triomphoit à la fin
des

des plus grands obstacles , une présomption trop forte de notre puissance entretient cette opiniâreté qui nous a presque toujours été funeste. Que penser d'une Nation capable de sacrifier ses intérêts , comme nous l'avons si souvent fait , comme nous sommes prêts de le faire encore , à sa haine pour ses voisins ? Le peuple qu'elle aveugle se repaît des idées les plus chimériques : *Sibi ipsi somnia fingunt.* Les visions se réalisent dans les têtes échauffées. S'il faut en croire nos politiques des casés , les François vaincus de toutes parts , nous verront dans peu jusques dans leurs Ports , mettre le feu à leur dernier Vaisseau de guerre ; ils nous enverront un Ambassadeur nous

demander pardon la corde au cou ; ils feront trop heureux d'acheter la paix au prix de leurs possessions en Amérique. Nous n'avons qu'à tenir bon , nos négociations rendent le projet infaillible. Les alliances que nous avons formées si heureusement, soit au Midi, soit au Nord ; notre dernier Traité avec le Roi de Prusse, par lequel l'entrée de l'Allemagne est fermée à toute troupe étrangère, & par conséquent la guerre réduite à une guerre de mer où nous sommes les plus forts ; tout nous annonce qu'il est temps de frapper. Les François ne peuvent être secourus que par les Espagnols ; ceux-ci, non-seulement à cause des circonstances où ils se trouvent , mais

conformément à leur ancienne politique, (a) se garderont bien de s'attirer la guerre avec la Grande-Bretagne. Nous tenons nos ennemis, ils ne peuvent plus nous échapper.

Venit summa dies, delenda est Carthago.

J'aimerois autant le discours de l'Officier qui, dans la Comédie de Farquhar, fait des recrues à Shrewsbury, (b) pour détrôner le Roi de France. Ces misérables fanfaronnades qui font rire la canaille, révolteront tout Anglois raisonnable.

Quiconque a le sens commun ne se laissera pas persuader si aisément, ni que nos alliances soient telles

(a) Les Espagnols ont un proverbe qui dit : *La paix avec l'Angleterre, & la guerre avec tout le monde.*

(b) *The Recruiting Officer.*

qu'on nous les dit , ni qu'elles produisent , quelles qu'elles soient , l'effet qu'on nous en promet.

En général les Traités d'alliance doivent être suspects à une Nation comme la nôtre , gouvernée par un Prince qui peut écouter d'autres intérêts que ceux de l'Angleterre : nous devons les éviter soigneusement , & n'y jamais entrer que dans les cas de la plus grande nécessité , attendu les conséquences fâcheuses dont communément ils sont suivis. S'il nous arrive d'être engagés dans une guerre , le moyen est de la poursuivre vigoureusement , & de faire une paix honorable aussi-tôt que nous le pouvons. Ainsi un nouveau Traité avec les François ,

qui eût pour jamais réglé les limites réciproques de nos possessions & des leurs dans l'Amérique, eût été utile & nécessaire dans la dispute présente entre les deux Nations. Mais un Traité d'alliance, généralement parlant, sert uniquement à nous embarrasser de garanties & d'engagements qui nous entraînent souvent dans des querelles étrangères aux intérêts de l'Angleterre. Le seul bon prétexte, pour faire un Traité d'alliance, paroît être la nécessité d'entrer avec une autre Nation dans une guerre que nous ne pouvons soutenir seuls. Tel étoit le cas de la grande alliance contre le dernier Roi de France, qui avoit formé un plan très-dangereux de Monarchie

universelle. Mais comme l'Angleterre d'elle-même n'a pas besoin de l'assistance d'aucune Puissance, elle doit se reposer sur sa propre force, & faire la paix la plus avantageuse qu'il lui est possible, plutôt que de s'embarraffer avec un allié, qui peut l'empêcher de conduire une guerre de la manière qui convient le mieux à ses desseins, ou de conclure une paix dans les temps & par les moyens les plus conformes à son intérêt & à sa gloire. Cette conduite est celle que le fameux de Wit a jugée la plus propre pour la Hollande, un Etat qui a moins de ressource que l'Angleterre pour tenir seul contre un puissant ennemi. Voici ce que dit ce grand Ministre, page 290 de son

Traité concernant le véritable intérêt
de cette République, publié à Londres
en 1702. » S'il arrive qu'un de
» ces trois Royaumes, la France ;
» l'Espagne & l'Angleterre, nous
» fasse la guerre, il n'est point du
» tout nécessaire que nous cherchions
» du secours au dehors par des alliés,
» à moins qu'ils ne s'offrent à nous
» d'eux-mêmes & avec décence ;
» car autrement nous ne gagnerions
» rien que de belles paroles ; & si
» nous nous avisions d'y compter ;
» nous nous trouverions très-
» embarrassés, comme nous l'avons
» éprouvé dernièrement dans notre
» guerre d'Angleterre, lorsque
» nous étions alliés avec la France.

Il ajoute un peu après : » Si l'Espagne

» nous fait la guerre , une alliance
» offensive avec la France nous
» est avantageuse , pourvu que les
» François commencent par remplir
» leurs engagements ; s'il ne le
» veulent pas , ils vaut mieux pour
» nous de demeurer seuls , & de
» travailler de toutes nos forces
» pour ne pas échouer ; & puisqu'il
» en faut courir le risque , il y a
» moins de péril à tâcher à pleines
» voiles de passer sur un bas fond ;
» qu'à attendre des Pilotes étrangers ,
» qui peuvent promettre de nous
» assister de leur expérience , pour
» laisser notre Vaisseau s'engager
» insensiblement , & périr enfin
» certainement dans les sables. »

Ce conseil que le grand Pensionnaire

donne à la Hollande, est encore plus nécessaire à l'Angleterre, qui depuis quarante ans a fait plus de Traités d'alliance, qu'elle n'en avoit contractés depuis la conquête; Traités la plupart ruineux, ou du moins aussi ridicules qu'inutiles. Peut-on nous dire sérieusement, que ce soit le cas d'une extrême nécessité qui nous ait fait recourir à ceux que l'on fait aujourd'hui sonner si haut? Quoiqu'il en soit, les Partisans du Gouvernement prétendent qu'ils font le chef-d'œuvre de sa politique, qui a préparé de longue main, dans les Cours du Nord, l'orage prêt à fondre sur nos ennemis: on assure même que notre Ministère a eu l'adresse de persuader aux Puissances

les plus amies de la France , qu'il étoit de leur intérêt de se réunir de nouveau avec nous pour l'accabler. Ainfi , de maniere ou d'autre , nous sommes sûrs d'abattre sa puissance : ou nous la ruinons seuls par une guerre de mer où elle ne peut nous résister , ou nous l'attaquons sur terre avec toutes les forces de l'Europe qu'elle peut encore moins soutenir.

Je ne puis nier que ce ne soit nous présenter un beau jeu , & l'on est intéressé à l'étaler , puisque nous en faisons les frais : mais quelle que soit l'apparence , le dessous des cartes , que nous n'avons point vu , peut encore nous faire perdre. Ceux qui ont engagé la partie , jouent notre

argent ; loin de courir aucun risque , ils sont certains d'y gagner, de quelque maniere que le sort en décide ; ils ne mettent pas tout au jeu. Ils s'enrichissent à mesure que nous nous appauvrissons. (*) Ils joueront notre tout avec la même confiance ; ils sont bien sûrs d'être maîtres de nous quand ils nous auront entièrement ruinés. C'est à nous à veiller sur eux-mêmes , & à prévoir tout ce que nous hazardons. Les revanches doivent nous faire trembler ; à la guerre elles sont forcées & souvent terribles. La

(*) O Portius ! n'est-il donc pas quelque malédiction spéciale , quelque foudre extraordinaire , cachée dans les magasins du Ciel , pour écraser l'homme qui doit sa grandeur à la ruine de son pays. *Addison. Frag. de CATON,*

science de M. de Moivre , qui a calculé tous les coups de dés & toutes les combinaisons de cartes , est en défaut sur les hazards qui peuvent opérer la perte ou le gain d'une bataille.

Le jeu que nous jouons est de sa nature trop désavantageux , parce qu'en admettant ce qui peut nous arriver de plus favorable, c'est-à-dire, une égalité de perte & de gain de chaque côté, la plus riche des deux Nations doit à la fin ruiner l'autre; & je doute que nous portions l'aveuglement au point de ne pas reconnoître à cet égard la supériorité de nos voisins. (*) D'ailleurs, ils

(*) Les calculs politiques de Guillaume Petty sont trop fautifs , pour ne pas dire ridicules. En comparant les richesses des deux

ont encore tout leur argent devant eux , & les dernieres taxes que nous venons d'imposer , n'annoncent que trop que nous jouons notre reste. Comment trouverons-nous de nouveaux fonds pour continuer la partie , lorsque dès le commencement nous ne sçavons plus de quoi faire ressource ?

Mais , dit-on , quoiqu'il puisse nous en coûter , nous devons tout risquer

Nations , il dit que le commun peuple d'Angleterre , (qui fait par-tout le gros d'une Nation ,) dépense un fixieme de plus que le commun peuple de France & les autres états , dans la même ou dans une plus grande proportion ; & qu'ainsi les dix millions d'habitants qui sont en Angleterre , dépensent autant que douze millions d'habitants qui sont en France , & par conséquent leur sont égaux en richesses. Mais où sont les preuves de ce fait , & d'ailleurs si la France au lieu de douze millions d'habitants en a vingt , que devient tout son raisonnement ?

pour anéantir le Commerce de France ; c'est un monstre affamé qui dévore notre substance ; nous sommes dans la nécessité de le combattre jusqu'à ce que nous lui ayions arraché la vie. Je suis aussi bon Patriote que ceux qui tiennent ce langage , & je voudrois ainsi qu'eux lui voir rendre le dernier soupir. La conquête des anciens Argonautes ne seroit rien au prix d'une pareille victoire ; au lieu d'une simple Toison d'or, toutes les richesses des deux mondes seroient à nous ; les Compétiteurs qui nous resteroient ne seroient pas en état de nous résister.

Mais je crains fort que nous ne nous fatiguions nous-mêmes à faire

des efforts inutiles. Toutes les fois que nous l'avons attaqué, ce monstre à plusieurs têtes, à peine en avons-nous abatu une, qu'il en a repouffé une autre. Il est vrai qu'au combat de la Hogue, l'Hydre vaincue perdit la plus terrible de toutes : cette Marine redoutable qui nous avoit si épouvantés, n'a pas reparu depuis. Hé ! plut au Ciel que nous nous en fussions tenus à cette victoire ! Cette Hyde fatale que notre inquiétude naturelle a si souvent harcelée, s'est toujours tenue sur ses gardes ; malgré nos coups redoublés, par la seule force de sa constitution, elle a repris avec le temps une nouvelle vigueur.

Les agitations extraordinaires où

elle est à présent , n'annoncent que trop qu'elle est prête à reproduire cette tête plus formidable encore qu'auparavant ; peut-être , comme je l'ai déjà dit , la verrons-nous bientôt vomissant la flamme & le feu sur Port - Mahon , infestant après , nos côtes de toutes parts , & telle en un mot que les forces réunies des Puissances maritimes ne pourront plus l'abattre.

Voilà , pour quitter la figure , l'obligation que nous aurons à ceux qui nous ont engagés dans une guerre imprudente. Par l'insulte que nous avons faite à la France , nous avons , contre nos propres intérêts , convaincu un Prince attentif au bien de ses sujets , de la nécessité d'avoir
une

une Marine pour protéger leur Commerce. Si celui de France s'est si fort accru par la seule industrie de ses habitants, que ne peut-il pas devenir avec une Marine aussi puissante que l'a été celle de Louis XIV?

Dans la seconde année du regne du Roi Guillaume, son redoutable adversaire, les François gagnèrent une victoire sur les Flottes unies des Puissances maritimes; il n'en fallut pas davantage pour leur assurer, pendant l'été suivant, l'Empire de la Manche, obliger nos Vaisseaux marchands de rester enfermés dans nos ports, & occasionner une suspension totale de notre Commerce. Telle est la calamité où dans peu

de temps nous pouvons être exposés. La mer convertie de nos vaisseaux, est notre fauve-garde ; lorsqu'elle ne l'est pas, elle est notre prison.

Louis XV. moins ambitieux, mais plus sage & plus puissant que son Prédécesseur, porte aujourd'hui toutes ses vues du côté de la Marine ; tandis que nous faisons grand bruit pour quelques Vaisseaux marchands que nous prenons sur les côtes de France, le secret du cabinet de Versailles, je ne puis trop le redire, doit nous faire trembler ; quel que soit l'objet des préparatifs qui se font dans ce Royaume, ils suffisent pour nous convaincre que ce Prince est résolu d'employer tout ce qu'il a de forces pour repousser l'outrage

& assurer à ses Sujets la liberté du Commerce, qu'il sçait être la source de toutes leurs richesses, & par conséquent de toute sa puissance.

Ne nous le déguisons pas, la circonstance est critique pour nous; cette guerre peut nous devenir fatale. Qui sçait si elle ne diminuera pas, au lieu d'augmenter notre empire prétendu dans l'Amérique?

Il est peut-être réservé à la gloire particulière du regne de Louis XV. que la France par l'événement de cette guerre étende son Commerce & augmente ses possessions de manière qu'elle acquiere un degré de force & de puissance inconnu sous les plus glorieux Prédécesseurs de ce Monarque.

Si la politique des François est toujours la même, leur conduite est bien différente de ce qu'elle a été dans le dernier siècle. En leur supposant encore l'ambitieux projet de donner la loi à l'Europe, les moyens qu'ils prennent pour y arriver sont tout autres que ceux qu'ils avoient pratiqués jusqu'ici. Au lieu de mesures guerrieres, de conquêtes violentes & rapides, ils suivent les Arts de la paix, ils en cultivent les fruits, ils encouragent le Commerce & la navigation, augmentent & perfectionnent leurs Manufactures, soutiennent & étendent leurs Colonies, retranchent leurs dépenses & acquittent leurs dettes.

Tout annonce dans la Nation

un nouvel esprit qu'elle doit aux lumieres philosophiques de ce siecle, & dont elle fait l'usage le plus utile à la société. Par où peut-on juger de la façon de penser d'un peuple, que par les objets dont il s'occupe ?

Au lieu de ces Romans & de tant d'autres écrits frivoles, qui ont exercés si long-temps les beaux esprits de France, il ne nous vient plus de Paris, que des Essais sur l'Agriculture, sur le Commerce, sur la Marine, sur les Colonies, sur les Manufactures, sur les Finances & sur tous les objets qui peuvent contribuer à la grandeur & aux richesses d'une Nation.

J'aurai même la bonne foi d'avouer

que cet esprit de Commerce, qui fait en même temps de si grands progrès par-tout ailleurs, est encore dû principalement aux François : à cet égard nos amis, comme nos ennemis, leur ont également obligation ; on ne le niera pas plus à Petersbourg qu'à Stockolm. La langue Françoisè a sur la nôtre l'avantage d'être entendue universellement ; elle est le canal qui a communiqué à tous les peuples civilisés nos propres connoissances. L'Europe a reçu des François les nouvelles lumieres qui l'éclairent aujourd'hui, & qui pourroient bien un jour en changer la face.

Ils travaillent en tout genre à déraciner les préjugés qui s'opposent

au bien général. (*) Tel est le but de l'*Esprit des Loix*, le Traité de politique le plus profond & le plus hardi peut-être qui ait encore paru; ouvrage immortel, puisqu'il est consacré à la félicité des peuples,

(*) Les François ont beaucoup écrit depuis peu, pour détruire un des préjugés les plus funestes au genre humain, je veux parler de celui qui a arrêté depuis trente ans les progrès de l'Inoculation, quoique l'expérience ait démontré que c'est le seul moyen d'empêcher les dégats de la petite vérole, ce terrible fléau dont l'Europe est affligée. Par les dernières lettres de Paris, on nous mande que le premier Prince du Sang de France a pris le parti de faire inoculer ses enfants, & qu'il fait venir pour cela M. Tronchin de Geneve. On ne peut s'empêcher de louer dans un Prince ce courage vraiment philosophique, & qui prouve une tendresse pour ses enfants d'autant plus juste qu'elle est plus éclairée. Il a senti que loin d'exposer leur vie, c'étoit l'assurer & qu'elle seroit le premier fruit que lui-même & son pays doivent retirer de l'importante leçon qu'il donne à un peuple sur lequel l'exemple de ses Princes peut tout.

& qui dans quelque Gouvernement que ce soit , doit être le Manuel des Législateurs. D'autres totalement adonnés à la Physique , riches des découvertes de tous les pays , perfectionnent ces différentes connoissances , en les rassemblant dans un même corps , pour communiquer ce trésor de lumieres par-tout où les sciences sont cultivées : le Livre de M. de Buffon est le code de la Nature.

La Noblesse même de France , aussi attentive que les autres états à ses vrais inrérêts , ne borne plus ses privileges à l'oïsveté , & ses vertus à la valeur , elle emploie le loisir de la paix à s'instruire dans l'art de la guerre. Des Officiers expérimentés , quoique jeunes , également habiles

à manier & l'épée & la plume ,
ont écrit depuis peu des leçons qui
peuvent être utiles aux vieillards.

Indépendamment de l'Ecole Mili-
taire que la sagesse du Prince vient
de fonder pour l'éducation de la
pauvre Noblesse , le Gouvernement
songe plus que jamais à la retirer
de l'anéantissement où la misère en
réduit une si grande partie dans les
provinces : le Commerce maritime
qui lui est ouvert , reçoit chaque
jour du Souverain de nouveaux
encouragements. Les lumieres de la
raison ont dissipé les ténèbres du
préjugé : l'état de Négociant est
enfin regardé en France , comme il
auroit toujours dû l'être , comme un
état honorable : le Prince l'honore

en effet par les Lettres de Noblesse qu'il accorde à ceux qui s'y distinguent. Les Finances sont entre les mains d'un Ministre assez sage pour suivre les principes du fameux Colbert. Cette Académie Françoisè, qui nous paroît si frivole, ne se borne pas à discuter des matieres grammaticales, elle a dans son sein des Philosophes attentifs à éclairer la Nation sur ses véritables intérêts. Un de ceux qui a le plus de réputation pour les agréments de l'esprit, dans un Livre qui est connu de toute l'Europe, (*) a fait des Commerçants un éloge aussi sensé que brillant, & plus juste & plus frappant qu'aucun de ceux

(*) M. Duclos. *Considérations sur les Mœurs.*

qui se trouvent dans nos Ecrivains Anglois. Par tout ce qui s'imprime journallement à Paris, nous devons nous attendre à voir un jour en France, ainsi que parmi nous, la *Noblesse Commerçante.*

Dans un pays où rien ne s'imprime que de l'aveu du Ministère, on est presque sûr que les écrits qui paroissent sont autant de témoignages de l'esprit public.

Les François d'aujourd'hui gémissent sur les erreurs politiques qu'un zele de Religion peut-être excessif a fait commettre à leurs peres. Le Gouvernement actuel est plus éclairé & plus doux : il sçait combien l'Etat a perdu à la révocation de l'Edit de Nantes, sans que la Religion y ait

rien gagné. S'il ne croit pas devoir le rétablir, il paroît du moins disposé à permettre le mariage des Protestants; & il est aisé d'appercevoir le vœu de la Nation dans tous les écrits qui ont paru sur cette matiere. Malheur à nous s'il a son effet : c'est peut-être le coup le plus funeste que le Ministère d'aujourd'hui puisse porter à nos Colonies, où nous avons tant de réfugiés François. Dès qu'ils pourront espérer d'avoir un état dans leur Patrie, ils se soustrairont avec joie à une domination étrangere. Ils nous obéissent, mais ils ne nous aiment pas; une si longue fuite d'années n'a pas suffi pour vaincre l'opposition de leurs mœurs aux nôtres : ce n'est pas seulement à la Nouvelle-York, c'est

à Londres même qu'ils ont encore le cœur François, & qu'ils regrettent les fertiles climats que la Loire & la Seine arrosent.

Tandis que nos jeunes gens vont à Paris apprendre l'art sublime de la danse & la science merveilleuse des modes & de toutes les frivolités de cette grande Ville, ceux des François qui viennent à présent parmi nous, reportent dans leur Patrie des connoissances d'une toute autre importance, & y mettent à profit les leçons d'économie politique & civile qu'ils font gloire de tenir de nous. C'est au Commerce que l'Angleterre doit l'extinction des Barons Gothiques, il est prêt à rendre à la France le même service. Quelles ne seront

pas alors les richesses & les ressources de cette Nation! Ces différents moyens sont une voie à la vérité plus lente, mais beaucoup plus sûre, de parvenir à la domination que les François paroissent avoir toujours eue pour objet. Ils sont actuellement si attentifs à ne pas exciter la jalousie de leurs voisins, que dans la guerre de trente-trois qu'ils ont eue contre l'Empereur, quoique victorieux par-tout, quoique rien ne se présentât pour arrêter le progrès de leurs armes, ils mirent d'eux-mêmes des bornes à leur ambition, & se contenterent d'ajouter une Province à la France. Ils craignirent d'éveiller par d'autres entreprises celle des Puissances de l'Europe qui pouvoient les arrêter

& qu'ils avoient eu l'art d'endormir.

Dans la dernière guerre, plus politique assurément que juste, & plus heureuse que prudente, la France après avoir par sa constance vaincu l'obstination de ses ennemis, & remporté sur eux les plus grands avantages, se trouve maîtresse de la Hollande; elle peut donner la loi & ne change rien au Traité de paix que les alliés, plus imprudents encore, avoient rejeté quatre ans auparavant.

Je suis contraint d'avouer que cette nouvelle politique des François nous est très-dommageable. C'est à nos dépens qu'ils deviennent plus riches, & leur puissance ne peut manquer de croître à proportion de

leurs richesses. L'application avec laquelle ils s'étudient à soutenir & à étendre leur Commerce, doit de toute nécessité diminuer le nôtre, ou obliger nos Manufacturiers & nos Marchands à vendre le produit de leur travail à plus bas prix qu'ils n'avoient coutume de le faire ; car comme l'extension de notre Commerce consiste à fournir les autres peuples de marchandises qu'ils ne peuvent travailler parmi eux, si nos voisins ont des Manufactures de même espece, nous ne pouvons plus avoir la préférence pour le debit des mêmes marchandises, à moins que nous ne les travaillions mieux ou que nous ne les vendions à meilleur marché que nos concurrents.

Nous ne portons presque plus de draps à Constantinople, parce que ceux du Languedoc y sont à beaucoup plus bas prix que les nôtres. Les Monopoles de notre Compagnie Orientale étoient à la vérité en partie cause de la trop grande cherté des draps d'Angleterre au Levant ; la liberté rendue depuis peu à nos Vaisseaux marchands, leur permettra de les donner à meilleur compte : mais, comme le judicieux M. Lockel a remarqué, *lorsqu'un Commerce est une fois perdu, on prend communément des peines inutiles pour le recouvrer. Les courants du Commerce, de même que les courants d'eau, se font d'eux-mêmes des canaux dont il est après aussi difficile de les détourner, qu'il l'est*

*de faire quitter à une riviere le lit profond
qu'elle s'est creusée avec le temps.*

Par cette raison nous avons plus
sujet de craindre le progrès du
Commerce des François, que nous
n'en avons de redouter celui de
leurs armes. Toutes les fois que le
progrès de leurs armes se rendra
formidable, nous pouvons l'arrêter
aussi-tôt par la même voie. Ces
méthodes violentes sont promptes
& aisées, parce que l'exécution ne
dépend que de notre Gouvernement.
Mais nous ne pouvons prétendre
d'arrêter le progrès de leur Commerce
par des méthodes violentes tant qu'ils
ne font rien de contraire aux Traités
que nous avons avec eux. Ce que
nous entreprenons aujourd'hui n'a

pas encore eu d'exemple. Nous ne pouvons avouer nos véritables motifs, & ceux que nous alléguons sont aussi frivoles qu'équivoques.

Quelque étendu que soit le pays que nous voulons ajouter à la nouvelle Ecosse, il ne vaudroit pas les frais de l'armement que nous avons fait pour nous en emparer, si notre objet n'eût été de faire tomber le Commerce de nos rivaux dans l'Amérique, en empêchant la communication de leurs Colonies. Notre mauvaise foi n'est que trop sensible. Les François que nous en avons si souvent accusés, n'en ont jamais fait un acte plus odieux & plus manifeste.

La maxime, *Salus populi suprema*

lex esto, n'est point applicable au cas présent, parce qu'il nous restoit des moyens non-seulement plus justes, mais plus sûrs d'arrêter le progrès du Commerce des François; c'étoit de ne pas confondre les intérêts d'un Prince d'Allemagne avec ceux d'un Roi de la Grande-Bretagne, & par conséquent, au lieu de prodiguer des millions à soudoyer, en pure perte, des troupes étrangères & suspectes, de diminuer l'Armée nationale qui nous est également inutile, lors qu'aucun voisin ne cherche à troubler notre Gouvernement.

L'Angleterre n'a besoin que de ses vaisseaux pour se garder. C'est l'Electeur d'Hannovre qui, pour s'agrandir, veut des armées sur pied

en temps de paix , & des troupes étrangères en temps de guerre. Les conquêtes ne font pas le seul moyen d'affervir un peuple ; on le subjugué insensiblement en le chargeant chaque jour de nouvelles chaînes. S'il faut que l'Angleterre plie enfin sous le joug , qu'importe que ce soit sous celui des François ou celui des Allemands ? Notre Commerce est moins en danger que nos libertés. Quelle imprudence ne seroit-ce pas à nous que de recevoir dans notre Isle des Hannovriens ou des Russes , plus capables de nous opprimer que de nous défendre ? Nous n'avons plus pour résister aux entreprises des ennemis du dehors , qu'à laisser fortifier des Places aux ennemis du

dedans , qui font encore pour nous plus à craindre. Ainsi sous prétexte de pourvoir à notre sûreté , on renverse les barrières les plus fortes des nos libertés , & nous sommes assez aveugles pour y donner les mains.

Nous avons une autre voie , non moins sûre que la première , de réduire le Commerce de nos rivaux dans l'Amérique ; c'étoit de changer de conduite & de suivre celle qu'ils ont tenue pour s'y agrandir. Il y a long - temps qu'elle a excité notre jalousie , sans que nous ayons eu la sagesse de l'imiter. Leur politique n'omet rien de ce qui peut contribuer à la prospérité de leurs Colonies ; les appointements des Gouverneurs

font payés par le Roi ; on ne donne pas ces places à des ignorants ou à des gens qui n'ont pas de quoi vivre ; il leur est défendu sous des loix très-sévères , de tirer rien des habitants ; la justice leur est rendue avec la plus grande impartialité ; enfin le peuple est soutenu & encouragé dans ses manufactures & dans son Commerce , au lieu d'être volé & opprimé , comme on prétend que l'est celui de différents établissemens de leur voisinage. Car il faut l'avouer, si les François sont esclaves chez eux , ils sont libres au dehors , & nous sommes précisément dans le cas tout opposé : l'honneur qu'ils ont en recommandation , n'admet pas indifféremment tous les moyens de

s'enrichir ; l'intérêt qui nous guide presque seul , n'est pas fait pour être si délicat. *Virtus post nummos.* Nos rivaux , que nous ferions bien de prendre pour nos maîtres à beaucoup d'égards, se sont conciliés la confiance des naturels du pays , par la douceur & l'humanité avec lesquelles ils les traitent ; ils ont par-là gagné leur amour , tandis qu'une conduite toute différente nous à attiré leur haine. Dans le temps même de la plus grande harmonie entre les deux Nations , nous avons reproché aux François d'avoir soulevé contre nous les Indiens , qui nous ont causé tant de trouble dans la Nouvelle Angleterre & à la Caroline. Auroient-ils trouvé ces peuples si disposés à la

révolte

révolte, sans l'injustice, la cruauté & l'avarice des Gouverneurs & des principaux habitants. Les François en effet ont grand tort de tâcher de profiter de nos fautes, au lieu d'être aussi barbares que nous; les Sauvages de leur côté sont très-coupables de s'allier à la nation qui les traite avec douceur, de préférence à celle qui loin de les ménager, n'observe pas même avec eux les loix de l'équité naturelle. C'est à la honte des peuples libres que par-tout on les accuse d'exercer la plus grande tyrannie sur ceux qu'ils tiennent sous le joug. Est-il aujourd'hui aucune nation qui vive dans un esclavage plus dur que celui où nous avons réduit l'Irlande? Aussi les Irlandois

que nous regardons presque comme les Sauvages de l'Europe, ne nous aiment pas plus que ceux de l'Amérique.

De tous les moyens d'arrêter le progrès du Commerce de la France, le plus efficace eût été d'abolir toutes ces taxes qui augmentent le prix des nécessités & des commodités de la vie, & renchérissent à proportion celui des matieres nécessaires pour le travail de nos Manufactures. De si sages réformes eussent mis nos Marchands en état de vendre à meilleur marché que nos voisins ne le peuvent faire, les commodités de la même espece & de la même bonté. Ce n'est que par une pareille économie que nous pouvions nous refaire de cette partie de la balance du

Commerce dont nos rivaux se sont emparés. Voilà les véritables intérêts de l'Angleterre ; malheureusement ce ne sont pas ceux de la Maison d'Hannovre. Nos Marchands se plaignent qu'il n'y a aucune branche de notre Commerce qui ne diminue sensiblement ; si l'industrie des François en est la cause, c'étoit à nous à faire tous nos efforts pour la surpasser.

Nos flottes sont suffisantes pour nous assurer l'empire de la mer & prescrire des bornes au Commerce de chaque Nation. Voilà notre langage ; telle est même en général notre façon de penser, malgré toutes les preuves que nous avons eues du contraire. J'adopte pour un moment le préjugé, & je demande

si la force est un droit. Ceux qui tous les jours , soit au Parlement , soit dans nos écrits politiques , reglent ainsi le sort de l'Europe , ne doivent-ils pas craindre d'alarmer par-là toutes les Nations commerçantes ? Ce ne peut être qu'en étendant notre Commerce par toutes sortes d'encouragements , qu'il nous est permis de mettre des bornes à celui des autres. La France n'a-t-elle pas les mêmes droits ? Nous convient-il d'imiter les excès que nous lui avons si souvent reprochés ? Nous avons jusqu'ici opposé la force à son ambition ; elle a changé de batterie ; c'est son exemple qu'il faut suivre & disputer d'économie avec elle.

Fas est & ab hoste doceri.

La première règle de notre conduite politique est de ne jamais nous laisser tenter par l'espérance de quelque avantage ou par des vues particulières quelconques, de commencer une injuste guerre, ou même d'y prendre part. Les misères de la guerre sont telles & tombent si souvent sur les Nations les plus innocentes, que la justice & l'humanité défendent de leur en attirer aucune sans une cause légitime. D'ailleurs outre l'iniquité de pareilles entreprises, dans une simple vue politique, elles sont encore à rejeter : elles deviennent d'ordinaire, comme par une direction du Ciel, la punition des agresseurs. L'histoire en fournit plusieurs exemples, & nous n'avons pas besoin ni

de remonter fort haut , ni de sortir de chez nous , pour en trouver.

La plus grande faute dans tout le regne de notre glorieux Libérateur le Roi Guillaume , est de s'être laissé engager par les François dans le Traité de partage , par lequel il hazarda de disposer des domaines du Roi d'Espagne sans son consentement. La suite naturelle de cette entreprise fut celle que le Roi de France s'étoit proposée ; elle déterminâ Sa Majesté Catholique à faire en faveur du Duc d'Anjou un Testament qui unit les Couronnes de France & d'Espagne dans la Maison de Bourbon. De là nous est venue cette guerre terrible qui a laissé à la Nation un poids si énorme de dettes & de taxes.

Je puis citer un exemple encore plus récent & plus conforme à ce qui nous vient d'arriver ; je veux parler de la flotte des Espagnols détruite par nous sur les côtes de Sicile, dans un temps où nous étions en pleine paix & où ils ne nous avoient donné aucun juste sujet de plainte que nous ayons pu citer. Nous en convenons aujourd'hui, la destruction de cette flotte en des circonstances semblables étoit une action qu'on ne pouvoit justifier ; aussi faut-il regarder ce qui nous est arrivé depuis comme un châtiment que le Ciel a voulu nous infliger. Nous avons payé cher l'iniquité de cet acte par la perte de plusieurs milliers de nos Matelots & la ruine

la plus grande attention de notre part, elle doit avec le temps devenir encore plus considérable. Ce n'est pas seulement en France, c'est en Allemagne même que des peuples qui n'étoient autrefois que guerriers s'appliquent aujourd'hui aux manufactures & à la navigation. Tout le nouveau Commerce qui s'établit quelque part que ce soit, ne peut être pris que sur les Hollandois & sur nous; la preuve en est dans celui que fait à présent la ville de Hambourg; elle est le canal par lequel une grande partie du Commerce du Nord nous est échappé. La violence du courant qui l'y porte ne fait qu'augmenter chaque jour. Le fret des vaisseaux Hambourgeois,

moins coûteux que le nôtre , leur donne dans la concurrence un avantage trop considérable.

Les François , le peuple le plus puissant & le plus industrieux de l'Europe , & nos rivaux les plus redoutables dans le Commerce , s'y adonnent depuis la dernière paix avec une ardeur qui nous effraie. Voilà leur véritable crime. Ils ne nous ont si fort inquiétés que parce qu'ils se sont tenus tranquilles. Ils sont si fort changés , que tout violent qu'est l'esprit de disputes en fait de Religion , il ne les détourne pas des autres intérêts de l'Etat ; il n'y peut plus causer de trouble. Je conviens que les François deviennent pour nous trop forts dans

la paix ; c'est un malheur , car je sens encore plus, que nous ne sommes pas assez forts pour eux dans la guerre. La France par une longue suite de mesures bien prises a élevé sa puissance & étendu son Commerce; elle est plus riche que l'Angleterre, pour tout dire : mais en supposant que cela ne fût pas , comme nous sommes obligés de dépenser d'avantage dans le cours de la guerre , il est impossible que nous ne soyons pas plutôt ruinés.

Dans quel temps entreprenons-nous une guerre si coûteuse ? Nos dettes publiques ne sont pas payées ; la plupart de nos taxes depuis la dernière paix sont aussi fortes qu'en temps de guerre , & plus nombreuses

qu'elles ne l'ont été dans aucun temps.
(*) Ce fardeau insupportable de taxes de toute espece , doit naturellement augmenter les animosités & les divisions , si communes & si puissantes parmi nous. C'est un levain , qui après avoir fermenté , ne peut manquer d'aigrir la masse du peuple. Ce parti forcené qu'une persuasion fatale rend capable de tout & qui nous a pendant la dernière guerre exposés à de si grands desavantages ne manquera pas de lever la tête.

Le Prince malheureux qui depuis

(*) A la dernière guerre , la Nation s'est endettée de quarante millions sterl. Ses dettes sont à présent de quatre-vingts millions ; ainsi nous avons quatre-vingts millions de papier circulant qui nous tiennent lieu d'argent. Les dépenses de l'année dernière ont été de 2750000 liv. sterl.

si long-temps vit en Chevalier errant, parce qu'il n'est pour lui d'autre asyle que le Trône que sa famille a perdu, & parce qu'une Couronne peut seule assurer sa tête proscrire par nos Loix, le dernier & le plus à plaindre des Stuarts, puisque c'est le seul d'entre eux qui n'ait pas mérité ses malheurs, le Prétendant, dis-je, peut reprendre courage & réclamer de nouveau *Dieu & son droit*. Ces mêmes François qui l'ont abandonné si cruellement à la dernière paix, embrasseront de nouveau sa cause. L'intérêt fera tout tenter d'un côté & la nécessité tout oublier de l'autre. Si cet ennemi du repos de l'Angleterre revient sur leurs vaisseaux nous rapporter le trouble &

la défolation , ne fera-t-on pas forcé de recourir à de nouvelles taxes , toutes plus oppressives les unes que les autres ? Les mal-intentionnés ne manqueront pas d'attribuer les miseres qui en seront la suite , à la famille qui est sur le Trône , & pour secouer ce fardeau , seront prêts à se joindre à tout corps de troupes étrangères qui feront une descente en Angleterre ou en Ecoffe , ayant à leur tête ce Chevalier aussi valeureux qu'infortuné. Si l'Espagne se joint contre nous avec la France , il nous sera difficile avec tous les vaisseaux que nous avons , de garder nos côtes si exactement qu'on ne puisse pas débarquer quelque part un petit nombre de troupes , régulières. C'en sera

toujours assez pour nous occuper de maniere que nous n'ayions ni le temps ni le pouvoir de faire tête au dedans à nos Ennemis, & de protéger en même temps notre Commerce & nos Colonies au dehors.

J'avoue que si nous étions plus unis, nous aurions moins à craindre. Je suis bien persuadé qu'aucune Puissance, que même toutes celles de l'Europe combinées ensemble ne viendroient pas à bout d'ébranler l'Etablissement Protestant dans la Maison d'Hannovre, s'il étoit en effet soutenu vigoureuſement par l'affection du peuple. Voilà la véritable puissance & la seule qui puisse le garantir efficacement & en assurer la durée. Les Armées nationales, les troupes

étrangeres , tous les autres soutiens sans celui-ci sont insuffisants , avec celui-ci sont inutiles. Les affections du peuple sont une garde invincible ; aussi est-elle fiere de sa force & jalouse de son honneur : le manque de confiance la révolte toutes les fois qu'on place ailleurs son appui. La Nation bien gouvernée est assez puissante pour soutenir ou venger ses droits ; j'oserai même avancer qu'une conduite & des mesures telles que celles d'aujourd'hui , qui tendront à aliéner les cœurs & à refroidir le zele de deux cents Anglois seulement , parmi les gens de fortune , de jugement & de capacité , feront plus pour ruiner cet établissement , que cent mille hommes de troupes étrangères

ne pourroient faire pour le soutenir.
Je place au rang des plus grands avantages que les François aient sur nous, l'union qui regne entre eux & l'amour qu'ils ont pour leur Souverain. Ils n'ont pas besoin d'autre motif pour exciter leur courage ; le nôtre n'a pas toujours une source aussi pure & aussi noble. Notre Gouvernement si attentif à entretenir notre haine pour nos voisins, sçait bien qu'elle est la plus commune & la plus puissante de nos affections.

On nous assure avec la plus grande confiance que cette guerre ne fera qu'une guerre de mer : on fait sonner bien haut notre dernier traité avec le Roi Prusse ; mais en avons-nous avec toutes les autres

Puissances de l'Europe ? Quand cela seroit , ne peut-il pas arriver des accidents qui dans un instant en changeroient la face ? commandons-nous aux événements ? Quelle Puissance sur la terre peut prétendre de dire à la Guerre , *Tu n'étendras ta fureur que jusques-là & pas plus loin ; ici tes bornes seront fixées.* Nos ennemis qui par leurs grandes armées ont si long-temps résisté à toute l'Europe liguée contre eux , n'auroient qu'à devenir maîtres absolus sur le continent , alors ils pourroient non-seulement nous empêcher de recevoir de l'assistance des Puissances bien intentionnées pour nous , mais de plus les forcer à se détacher de nous & à nous refuser accès dans aucun

de leurs ports, soit pour nos vaisseaux de guerre, soit pour nos vaisseaux marchands; ce qui arrêteroit tout court notre Commerce & rendroit impossible ou très-dangereux l'envoï de nos Escadres à quelque grande distance de nos propres ports. Car quoiqu'elles puissent être supérieures à quelque Escadre que ce soit des ennemis, elles ne le sont pas aux vents & aux tempêtes; elles peuvent être dispersées & devenir la proie de l'ennemi qu'elles auroient fait trembler.

Il y a quelques années qu'on nous disoit que le pouvoir de la France étoit devenu dangereux pour les libertés de l'Europe; c'est-là ce qui nous a fait pousser avec tant d'achar-

nement une guerre à laquelle nous n'avions pas un intérêt immédiat. Quelque argent qu'il nous en ait coûté, la France par le Traité d'Aix-la-Chapelle est demeurée dans le même état. Je suis sûr que son pouvoir n'a pas diminué depuis & que celui de cette Nation n'est point augmenté. Cependant on ne craint pas d'avancer que le pouvoir de la France est à présent si peu considérable que nous n'en avons rien à craindre, & que dans la guerre présente elle risque de se faire beaucoup de mal sans être en état de nous en faire aucun. Quelle contradiction dans notre conduite & dans nos discours ! Les uns décident qu'il faut faire la guerre à la France, parce qu'elle est devenue

trop puissante ; une raison toute opposée fait embrasser à d'autres le même avis : Il faut faire la guerre à la France , parce qu'elle est hors d'état de nous résister. En tirant la même conséquence de principes si contradictoires , nous faisons voir assez clairement que c'est la passion & non la prudence qui nous mene. L'une raisonne de sang froid avant que de prendre un parti ; l'autre pour agir ne consulte que sa violence. J'avoue que ce qui a le plus contribué à entraîner le peuple dans ce moment-ci , est cette méthode qui nous est particuliere & que nous avons pratiquée de tout temps , de rabattre de la puissance de nos ennemis dans la même proportion que nous exa-

gerons la nôtre. Notre Pays sans doute est très-peuplé : nous sommes une Nation opulente, libre & guerrière, cela est vrai ; mais quand nous ajoutons supérieure à chacune de celles qui nous environnent & presque égale à toutes, il en résulte non que nous soyons la plus puissante de l'Europe, mais la plus prévenue en faveur d'elle-même.

Si nos voisins n'ont encore pu rien diminuer de cette haute opinion que nous avons de notre puissance, ils travaillent du moins à nous en faire repentir. Il est vrai que dans ce moment-ci même où le Gouvernement, en cas de quelque descente, vient d'ordonner à tous les habitants de se retirer dans les terres avec

leurs bestiaux & leurs provisions de toute espece, on ne laisse pas de dire encore que nous n'avons rien à craindre. Ceux qui pensent, en nous tenant ce langage, nous tromper sur l'extrémité fâcheuse où nous sommes réduits, ressemblent à ce Médecin qui tâchoit de convaincre un de ses patients, accablé par une complication de maladies, qu'il étoit en parfaite santé. Que lui répondit le pauvre homme ? qu'il se sentoit périr avec tous les bons symptomes dont parloit Monsieur le Docteur. L'Etat est entre les mains de Médecins politiques, dont la capacité & la bonne foi nous font également suspects. Ce n'est pas de ceux dont l'ignorance a causé le mal, que nous pouvons en attendre

le

le remede. Je sçais que si les François osent nous attaquer dans notre Isle, nos bons amis les Hollandois sont obligés par les traités à prendre notre parti ; leur derniere réponse au Roi Très - Chrétien ne permet pas de douter qu'ils ne soient résolus à tenir leurs engagements : mais c'est un peuple libre tel que nous le sommes, & il se peut que, comme en Angleterre, la Nation pense tout différemment de ceux qui la gouvernent. Qui sçait si elle ne viendra pas à bout de se soustraire à leur joug ? Ce qu'il y a de sûr, c'est que parmi eux il ne regne pas moins de divisions & d'animosité que parmi nous. La République & le Chef ont des intérêts bien différens, pour ne pas dire

opposés. Je ne sçais même si le Stadhoudérat perpétuel n'est pas d'une nature incompatible avec la liberté du Peuple. Ainsi pensoit du moins celui de tous qui a conservé le plus long-temps la sienne, & qui ne l'a perdue que pour avoir accordé à un Citoyen déjà trop puissant, une Magistrature de la même espece. (*)

Quoi qu'il en soit, dans la conjoncture présente, les Hollandois s'uniront à nous, à la bonne heure : nous leur avons donné un Maître, nous dirigeons leurs Conseils, une grande partie de leurs fonds sont placés en Angleterre, ils feront ce que nous voudrons, ils

(*) *Omnes autem & habentur & dicuntur Tyranni qui potestate sunt perpetuâ in ea civitate quæ libertate usa est.*

recevront la loi du Dictateur & risqueront de se perdre pour nous sauver. En effet quelque langage que tienne la République , personne n'ignore la triste condition où elle est réduite elle-même. Loin d'être en état d'armer ces Flottes formidables qui ont disputé l'Empire des mers à l'Angleterre , & d'entretenir ces troupes qui ont arrêté le progrès de la grandeur de l'Espagne & réduit le pouvoir de la France , les Hollandois sont accablés sous un poids de dettes nationales, contractées comme les nôtres pour la défense des libertés de l'Europe. Leur peuple est encore plus chargé de taxes que celui de ce Royaume , & toutes ces taxes sont à peine suffisantes pour supporter

leur gouvernement en temps de paix & payer l'intérêt des fonds publics. Leur pays depuis la dernière guerre est ouvert de toutes parts : s'ils le dégarnissent pour le laisser en proie à l'ennemi, les François qui ont de nombreuses armées, les feront tout de suite marcher en Hollande ; ainsi nous pouvons en peu de temps voir encore ces Provinces en danger de tomber dans les mains de la France.

Les Hollandois se feront déclarés pour nous sans pouvoir nous défendre. Ils n'ont déjà que trop à craindre que cette guerre que nous avons commencée sur mer, ne soit portée chez eux le printemps prochain, & n'y soit conduite de manière

à leur être également funeste à eux
& à leurs Alliés.

Nous l'avons commencée où nous
avons voulu ; mais sçavons-nous sur
quel élément elle doit se terminer ?
Les François en Hollande peuvent
rendre nos Flottes , c'est-à-dire ,
notre force principale & la plus
naturelle, totalement inutiles au projet
pour lequel elles seront armées. Les
avantages que l'Angleterre remporte
sur le continent, tournent uniquement
au profit de ses Alliés. Nous gagnons
une bataille aux dépens de notre
sang & de notre trésor , & si nous
prenons quelque place , il nous est
presque impossible de la garder ; car
ou elle devient une source perpé-
tuelle d'animosités & de jalousies

entre nous & nos voisins , ou la dépense nécessaire pour nous y soutenir , est plus grande que l'avantage de la posséder.

Ce qu'il y a de plus fâcheux pour nous dans la circonstance présente , c'est que cette guerre nous oblige à maintenir des forces sur mer supérieures à celles que nous avons eues dans les guerres du Roi Guillaume & de la Reine Anne. Les principaux avantages que la Nation en retira , furent les suites de nos victoires par terre. La balance à la mer fut presque égale , quoique les Flottes des Hollandois fussent unies avec les nôtres. Si les François furent réduits à quitter la mer , ce fut moins parce que leurs Flottes furent détruites ;

que parce qu'ils eurent besoin de leurs matelots pour recruter leurs forces de terre. Dans la guerre que nous allons avoir avec eux , loin d'être forcés à retrancher le service de mer , ils en feront leur point capital. D'ailleurs 160000 hommes de troupes ne leur coûtent pas plus à entretenir que 40000 à notre Gouvernement. Ils sont si formidables sur terre que nous ne pouvons leur résister que par nos forces de mer. Je ne pense pas néanmoins que nous ayons à présent un fonds de matelots suffisants pour répondre aux besoins du Commerce & de nos Flottes. Le Gouvernement en prépare de si nombreuses que la puissance unie de plusieurs Nations ne pourra

les éгалer. Mais ce n'est pas assez que d'armer des vaisseaux , il faut avoir des matelots. La Nation n'est pas en état d'entretenir pendant deux ans les cinquante mille qu'elle sou-
doye , sans une ruine totale du Commerce & de l'Agriculture. Quand même elle le pourroit , où en trouverons-nous pour recruter dans le besoin des Escadres si prodigieuses ? Les Vaisseaux marchands en sont déjà totalement dégarnis ; l'espece manque. Et qui cultivera nos terres si l'on dépeuple les campagnes pour le service de mer ? Pouvons-nous conter sur ceux des François qui sont nos prisonniers , & que nous forçons à servir comme des esclaves contre leur propre patrie ? N'est-il pas

pas à craindre au contraire que dans un jour d'action ils ne nous fassent payer cher cet excès de barbarie & d'imprudence ? D'un autre côté, en enlevant tous les nôtres pour les Vaisseaux de Guerre, on épuise notre fonds. S'il n'en reste pas sur les Vaisseaux marchands un nombre suffisant pour former les novices & étendre la profession, notre Commerce doit devenir à rien, & nos Vaisseaux de Guerre ne tarderont pas à en manquer totalement. Cependant notre force, qui fait notre sûreté, dépend uniquement de notre navigation & de nos Matelots.

A quoi doit-on attribuer l'augmentation de la Marine de France ? Nous avons plus de Vaisseaux de

Guerre, plus d'Officiers expérimentés & une bien plus grande étendue de Commerce. Qui peut donc rendre les François assez puissants pour nous résister à la Mer, sinon la facilité avec laquelle ils équipent leurs Flottes? Que nous sert de bâtir tant de nouveaux Vaisseaux, de fonder tant de canons, & de tâcher d'étonner l'Europe par une énumération de nos Flottes? Pour venir à bout de nos entreprises, pour nous assurer l'empire de la Mer, nous avons besoin de Vaisseaux, mais ils nous sont inutiles sans un nombre équivalent de Matelots expérimentés.

L'usage où sont les François de classer les leurs, les met à portée de pouvoir en peu de temps relever

leur Marine & de faire échouer tous nos projets. Notre Gouvernement qui n'a pas cette ressource , trouve des difficultés insurmontables à pourvoir nos Flottes. Ceux qui ont l'honneur d'être employés dans notre administration, n'en disconviendront pas ; le tort considérable qu'ils font à notre Commerce en forçant de toutes parts nos malheureux Matelots en fermant nos Ports, annonce de bonne heure la nécessité où nous sommes réduits. On les enleve aux Vaisseaux marchands ; on ne leur laisse pas de repos ; après un long voyage, on les force d'en recommencer un autre qui les fatigue encore d'avantage. Ils venoient du Sud , on les envoie au Nord. Celui même qui a besoin

de réparer les atteintes que sa fanté a souffertes & de recouvrer ses forces que les fatigues ont épuisées , est arraché du sein de sa famille & contraint de retourner à des miseres qu'il n'est quelquefois plus en état de supporter : aussi s'en trouve-t-il plusieurs qui aiment mieux courir le risque même de la mort que d'être ainsi traités.

Nous parlons beaucoup de l'esclavage des François , y en a-t-il un comparable à celui dont je me plains ? Ces misérables que l'on traîne chaque jour à bord de nos Vaisseaux de Guerre , n'ont pas même la liberté de choisir le Capitaine sous lequel ils veulent servir. Ainsi contre les premiers principes de l'humanité &

au milieu d'une Nation libre , on commet les actes les plus odieux de barbarie & de violence. Celui qui est assez heureux pour les éviter , est puni de s'être voulu soustraire à l'oppression.

Si le droit d'exercer toutes ces cruautés est une des prérogatives de la Couronne , comment faut-il expliquer cette GRANDE CHARTE des privileges du Peuple Anglois, qui lui a coûté tant de sang & de trésors ?
(*) C'est aux Etats du Royaume ,

(*) Du temps du Roi Guillaume il y eut un procès devant le Chef de Justice Holt, au sujet d'un Matelot qui avoit été tué en se défendant contre ceux qui avoient entrepris de l'enlever de force. Ce Juge équitable prononça que cet acte étoit contre les Loix , & que ceux qui le commettoient, étoient responsables des conséquences. Sur cela les Jurés prouverent l'accusé coupable de meurtre.

assemblés en Parlement , à pour voir aux cas de nécessités. S'il en est où le Roi puisse dispenser de la Grande Charte , qui empêche que dans des cas pareils il ne dispense aussi de tout autre Acte ? Et s'il peut dispenser des Actes du Parlement , que deviennent les libertés du peuple ?

En Angleterre l'homme qui se consacre à la profession la plus utile & au service le plus dangereux de son pays , se voit tout d'un coup privé des avantages pour lesquels il l'a choisi. Il est tout à la fois & contre l'ordre & contre l'humanité qu'un homme né libre qui se refuse à un service qu'on lui impose si tyranniquement , soit traité comme l'ennemi de la société, arrêté comme

un vagabond , & puni par la Justice comme le voleur & l'assassin. Nous n'en serions pas réduits là , je le répete , si au lieu d'entretenir en temps de paix une Armée sur pied , qui ne peut servir qu'à opprimer la Nation , (*) nous payions davantage nos Matelots , qui tant qu'elle fera bien gouvernée , suffiront toujours pour la défendre.

Est-il étonnant qu'ils détestent si fort de servir sur les Vaisseaux du

(*) *Aucun homme qui mérite le nom d'un Patriote Anglois , ne peut voir avec indifférence une nombreuse armée entretenue en temps de paix : il est encore plus blessé de la voir pour toujours s'établir dans la Nation , parce qu'elle est incompatible avec la nature d'un Gouvernement libre , & particulièrement avec celui de la Grande-Bretagne. Un des objets de la glorieuse révolution sur laquelle le Gouvernement présent est fondé , étoit de nous assurer contre le danger & le fardeau des Armées sur pied.*

Le Dr. SWIFT.

Roi ? Comment y font-ils traités ?
Leurs gages font moins forts que sur
les Vaisseaux Marchands , & ils ont
toutes les peines du monde à en être
payés.

Lorsqu'un Matelot après les fati-
gues & les hazards d'un long voyage
apporte son billet à la Trésorerie &
demande ses gages , celui à qui il
est obligé de s'adresser , exige une
récompense pour le payer , & quelle
qu'elle soit, les besoins de sa famille,
qui n'est pas en état d'attendre ,
l'obligent d'y souscrire. Il arrive
quelquefois qu'il ne reçoit que la
moitié , d'autrefois même que la
troisième partie de ce qui lui est dû.
Il est contre la politique de ne pas
prévenir de pareils brigandages , &
de

de laisser subsister entre l'intérêt général & l'intérêt particulier, une opposition qui n'est que trop bien fondée.

Nos Matelots sont un corps d'hommes si utiles à la Nation, si nécessaires pour supporter notre Commerce en temps de paix & pour nous défendre contre les invasions en temps de guerre, qu'ils méritent toute la faveur & tout l'encouragement dont notre législation peut les faire jouir : cependant il est certain que par les traitements qu'ils ont effuyés dans ces dernières années, plusieurs d'entre eux ont été réduits à s'engager au service de nos voisins. C'est par la même raison que ceux d'aujourd'hui marquent encore plus

de répugnance à servir sur les Vaiffeaux de sa Majesté, qu'on n'en avoit jamais vu parmi eux. Ainsi faute d'une police aussi sage que celle des François, les Matelots augmentent encore dans la Nation les calamités de la guerre. Les uns évitent le service public dans l'espérance d'être mieux payés par les Marchands ; d'autres rançonnent les Marchands, en les menaçant de quitter leur service pour celui de la Couronne. Quelle fâcheuse position pour entreprendre, peut-être seuls, la guerre contre la Puissance la plus formidable de l'Europe. Rappelions-nous le passé, examinons le présent, portons nos regards dans l'avenir, tout nous doit faire trembler également. Que n'ai-je

une éloquence égale au zèle qui m'anime pour ma Patrie ! que ne puis-je du moins faire entendre ma voix à tant de Citoyens bien intentionnés , mais séduits , qui hazardent de la perdre en pensant la servir ! Peuples aveuglés par des Ministres furieux & prêts à vous sacrifier à l'ambition de la Maison d'Hannovre , Peuples trahis par ceux-mêmes à qui vous avez confié vos intérêts & dont le devoir est de veiller à votre sûreté , ouvrez les yeux au bord du précipice où l'on vous entraîne ! Votre haine pour vos voisins pourra-t-elle plus sur vous que votre amour pour votre Pays ? Ce n'est pas votre Commerce , c'est la Nation elle-même qui est dans un péril évident.

Puisse le Génie tutélaire de la Grande-Bretagne lui inspirer des conseils plus sages ! puisse cette Providence qui si souvent a miraculeusement protégé ces Royaumes , leur continuer cette protection toute-puissante , en nous garantissant des dangers éminents qui ne nous menacent pas moins au dedans qu'au dehors !

Quel que soit l'événement , j'aurai du moins la satisfaction intérieure d'avoir servi mon Pays de tout mon pouvoir & en véritable Patriote. On m'objectera sans doute , comme à ceux qui ont déjà défendu la même cause , de fournir à nos Ennemis des armes contre nous : mais c'est un malheur qu'on ne peut éviter , toutes es fois que des Ministres qui en épousent

épousent une autre que celle de la Nation , lui en imposent pour lui faire approuver les mesures les plus contraires à ses intérêts. On ne me reprochera pas du moins d'avoir suivi un esprit de violence & de faction ; je n'ai employé que les voies que permet la constitution du Gouvernement. Celles de la raison & de la persuasion , quoiqu'elles ne réussissent pas toujours à déterminer le peuple à ce qui lui est le plus avantageux , ce sont les seules légitimes auxquelles on puisse avoir recours. J'ai toujours admiré cette maxime du divin Platon : *Nous pouvons tâcher de persuader nos Compatriotes ; mais il n'est pas permis de les forcer , même à ce qui convient mieux à leurs intérêts.*

Si tous nos discours ne peuvent rien ,
si une Nation entiere s'obstine à s'ex-
poser à sa ruine , la Patrie doit encore
l'emporter ; il ne reste plus alors à
l'honnête homme d'autre parti que
de périr dans le naufrage commun.

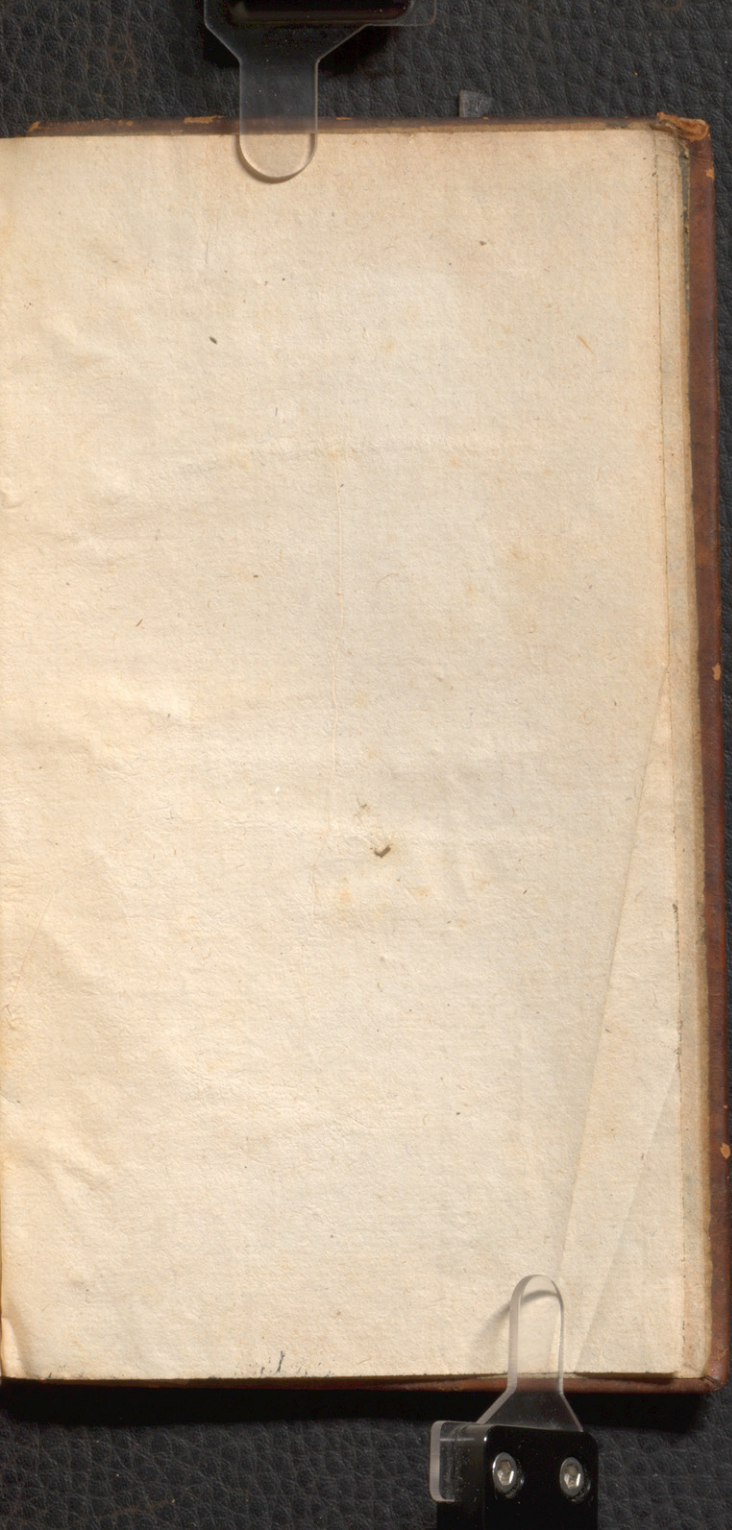
*Hæc scripsi, non otii abundantia,
sed amoris erga Patriam.*

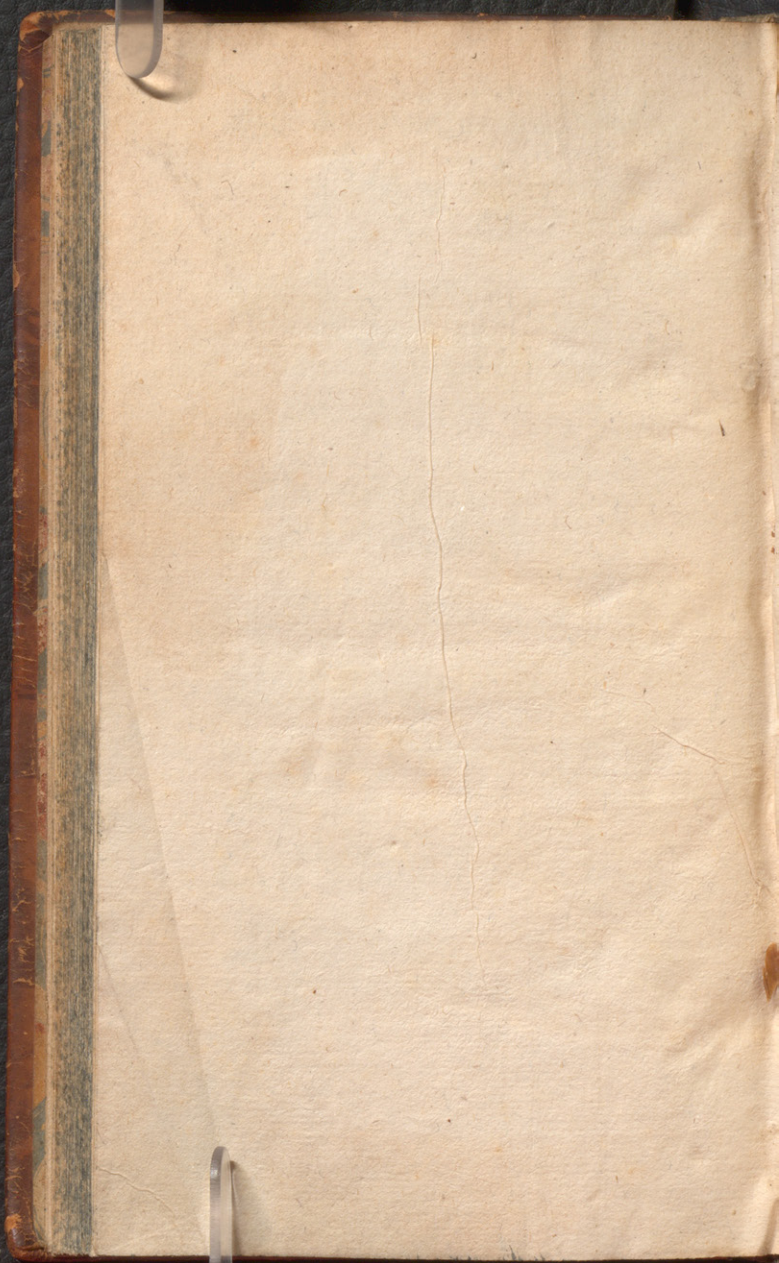
TULL.

F I N.

ERRATA.

- Page 6, ligne 11, travaillons, lisez travaillions.
Pag. 11, ligne 15, turbulante, lisez turbulente.
Pag. 23, ligne 8, de la Note, Ferge, lisez Serge.
Pag. 29, ligne 4, Benjohhfon, lisez Ben-
johnson.
Pag. 50, ligne 4, leur intérêt, lisez leurs
intérêts.
Pag. 58, ligne 9, qu'on lui supposoit, lisez
qu'on supposoit à cette Puissance.
Pag. 63, ligne dernière, Frag. lisez Trag.
Pag. 76, ligne 15, le moyen est de, lisez il
nous convient de.
Pag. 80, ligne 6, ils vaut, lisez il vaut.
Pag. 87, ligne 9, si épouvantés, lisez si fort
épouvantés.
Pag. 87, ligne 11, à tâcher à pleines voiles
de passer, lisez à tâcher de passer à pleines
voiles.
Pag. 91, ligne 17, inconnu, lisez inconnues.
Pag. 93, ligne 10, exercés, lisez exercé.
Pag. 95, ligne 16, de la Note, plus juste,
lisez plus grande.
Pag. 105, ligne 12, Lockel, lisez Locke l'a.
Pag. 108, ligne 13, est également, lisez est
totalement.
Pag. 112, ligne 6, conciliés, lisez concilié.
Pag. 123, ligne 11, inquiétés, lisez inquiété.
Idem. ligne 14, disputes, lisez dispute.





815

2691704

